

De indeplaatsgestelde betaalt aan de koper de prijs terug die de koper heeft betaald, alsook de kosten van de akte. Hij is alleen gehouden tot de verplichtingen die voor de koper voortvloeien uit de authentieke akte van verkoop en tot de lasten waarin de koper heeft toegestemd, voor zover die lasten zijn ingeschreven of overgeschreven voor de inschrijving van zijn eis.

De vorderingen tot naasting en indeplaatsstelling en de vordering tot schadeloosstelling verjaren door verloop van twee jaar na de overschrijving van de akte van verkoop.

Als de rechter een vordering tot indeplaatsstelling inwilligt, verwijst hij de partijen voor het verlijden van de akte naar de door hen gekozen notaris of naar een ambtshalve aangewezen instrumenterende notaris als de partijen het niet eens worden over de keuze. De kosten van de akte komen ten laste van de indeplaatsgestelde.

Elke beslissing over een vordering tot indeplaatsstelling wordt ingeschreven na de in het tweede lid bedoelde inschrijving.

§ 6. In afwijking van paragraaf 5 moet de pachter, in geval van niet-naleving van het tweede en het derde lid van paragraaf 3, aan het Waals Gewest een vergoeding betalen die gelijk is aan tien procent van de prijs waartegen hij de goederen heeft gekocht, tenzij hij om ernstige redenen vooraf toestemming heeft gekregen van de vrederechter.

§ 7. De in paragraaf 3 bedoelde kennisgeving van het aanbod geschiedt elektronisch overeenkomstig de artikelen D.61 tot D.63, op straffe van niet-bestaan.

De kennisgeving van de beslissing bedoeld in paragraaf 4 gebeurt, op straffe van niet-bestaan, door elk middel dat een vaste datum aan een document verleent zoals bedoeld in artikel D.15. °.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op de door de Waalse Regering bepaalde datum en uiterlijk op 30 juni 2024. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1667 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

—
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203846]

16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux subventions pour la restauration de sites et le renforcement des services écosystémiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/1173 de la Commission du 31 mai 2022 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle dans la politique agricole commune;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.243 et D. 249, alinéa 2, 2°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale;

Vu le rapport du 31 janvier 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 février 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2024;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 21 mars 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 76.213/4;

Vu la décision de la section de législation de ne pas donner d'avis dans le délai demandé en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis 24.0345 du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 22 mars 2024;

Sur la proposition de la Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{ère}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'arrêté de désignation : l'arrêté du Gouvernement wallon désignant un site Natura 2000, adopté conformément à l'article 26 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

3° l'organisme payeur : l'organisme payeur tel que visé à l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture ou l'organisme à qui il délègue une ou plusieurs de ses missions, conformément à l'article D.256 du Code wallon de l'Agriculture;

4° le permis : le permis tel que visé à l'article 1^{er}bis, 28°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature y compris les dérogations et les autorisations délivrées en vertu des articles 5, 28 et 41 de cette même loi;

5° le potentiel biologique : la probabilité de réussite d'actions de restauration de la biodiversité naturelle, basée sur la présence sur le terrain ou à proximité des éléments ou des conditions à même de permettre la réussite desdites actions;

6° le règlement n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013;

7° le règlement n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013;

8° le site de grand intérêt biologique ou « SGIB » : unité géographique englobant un ensemble d'unités d'habitats ou de biotopes homogènes situées à moins de six cents mètres les unes des autres qui abrite au moins une espèce rare, menacée ou protégée ou au moins un habitat rare, menacé ou protégé visé aux articles 2, 2bis et 3, § 1^{er} et 2, 3°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

9° la structure écologique principale ou « SEP » : la superficie cumulée des sites Natura 2000, des sites candidats au réseau Natura 2000 et des sites de grand intérêt biologique.

En dehors des sites Natura 2000 et des sites candidats au réseau Natura 2000, le ministre arrête la structure écologique principale et la met à jour périodiquement pour tenir compte des nouvelles informations biologiques et des actions de protection et de restauration des acteurs de terrain ainsi que pour en préciser les limites.

Section 2. — Objet et champ d'application

Art. 2. En application de l'article 73 du règlement n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, des subventions sont octroyées aux conditions établies par le présent arrêté afin de financer la restauration de sites et le renforcement des services écosystémiques.

Art. 3. La subvention pour la restauration de sites est octroyée pour restaurer et entretenir des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire afin de permettre leur rétablissement et leur maintien dans un état de conservation favorable.

Art. 4. La subvention pour le renforcement des services écosystémiques est octroyée afin de réduire le risque d'inondation et de favoriser l'infiltration d'eau de manière à :

1° réduire le débit dans les systèmes de drainage naturels ou artificiels, en interceptant ou stockant les eaux de ruissellement en vue de :

a) reméandrer des cours d'eau artificialisés pour l'exploitation forestière ou créer des zones d'immersion temporaires, des diguettes de retenues dans le lit majeur des cours d'eau;

b) exploiter anticipativement des peuplements afin de permettre le développement d'habitats naturels rivulaires ou typiques des milieux humides ou la plantation de peuplements adaptés à ce type de zones;

c) reboiser les rives permettant de restaurer les systèmes naturels pour aider à ralentir le débit des cours d'eau et stocker l'eau;

2° installer des dispositifs permettant de réduire l'érosion et la compaction des sols en cas d'exploitation, au-delà des obligations légales;

3° adapter le réseau viaire et les infrastructures aux aménagements envisagés pour répondre aux objectifs visés.

CHAPITRE 2. — Procédures d'introduction, d'analyse de l'admissibilité et de sélection des projets

Section 1^{ère}. — Introduction et recevabilité de la demande de subvention

Art. 5. Les subventions prévues par le présent arrêté sont octroyées dans le cadre d'une procédure périodique d'appels à projets dont les modalités et la périodicité sont définies par le ministre.

Art. 6. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° elle est introduite dans les formes, les délais et selon les modalités arrêtées par le ministre;

2° elle contient une description des opérations ainsi que les documents utiles arrêtés par le ministre.

Art. 7. L'organisme payeur notifie au demandeur sa décision quant à la recevabilité de la demande par tout moyen conférant date certaine à l'envoi dans les trente jours suivant la clôture de l'appel à projets.

Section 2. — Admissibilité des demandes de subvention et sélection des projets

Art. 8. La demande de subvention est admissible aux conditions cumulatives suivantes :

1° le projet remplit l'un des objectifs visés aux articles 3 et 4;

2° le projet concerne des terrains situés sur le territoire de la Région wallonne;

3° les opérations faisant l'objet de la demande de subvention sont réalisées au plus tôt le jour de la notification de recevabilité prévue à l'article 7;

4° le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations auxquelles il sera soumis dans la décision de sélection en vertu de l'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, 6°;

5° les opérations faisant l'objet de la demande de subvention respectent les normes européennes et régionales applicables;

6° sans préjudice du 7°, le demandeur est le propriétaire ou le gestionnaire personne physique ou morale de droit privé ou de droit public du terrain faisant l'objet de la demande de subvention;

7° dans le cas d'un achat de terrain visé à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 12°, le demandeur est une personne morale de droit public.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 6°, si le gestionnaire n'est pas propriétaire du terrain, il détient l'accord du propriétaire du terrain pour la réalisation du projet.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 7°, si l'achat couvre un terrain faisant l'objet d'une location à vocation agricole, le demandeur détient l'accord du ou des locataires concernés.

Art. 9. Outre les conditions prévues à l'article 8, les demandes de subventions pour la restauration de sites sont admissibles aux conditions cumulatives suivantes :

1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans la structure écologique principale;

2° le potentiel biologique du projet est évalué, en tout ou en partie, favorablement par l'organisme payeur;

3° après des travaux de défrichement et sur base d'un rapport scientifique, le demandeur :

a) dans le cadre de travaux visant la restauration de milieux ouverts, maintient le caractère ouvert de la pelouse ou de la lande par débroussaillage ou fauche, ou encore par l'établissement d'un programme d'entretien approuvé par l'organisme payeur;

b) dans le cadre de travaux visant la restauration de milieux forestiers, favorise la régénération naturelle ou replanter des espèces indigènes en station, en respect de la politique de régénération forestière applicable en Région wallonne.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2° :

1° le potentiel biologique peut être fondé sur :

a) la présence d'un habitat d'intérêt communautaire, même dégradé;

b) le cortège floristique de l'habitat d'intérêt communautaire;

c) les conditions écologiques appropriées pour accueillir l'habitat;

d) la présence à proximité d'une zone noyau ou d'une population d'espèces pouvant coloniser l'habitat restauré;

e) les possibilités de travaux d'entretien postérieures à la restauration.

2° si le projet comprend l'acquisition d'une parcelle conformément à ce que prévoit l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 12°, l'évaluation du potentiel biologique est uniquement réalisée sur les surfaces bénéficiant effectivement de mesures de restauration.

Art. 10. Outre les conditions prévues à l'article 8, les demandes de subventions pour le renforcement des services écosystémiques sont admissibles aux conditions cumulatives suivantes :

1° si le projet vise une forêt, la parcelle faisant l'objet de la demande de subvention fait l'objet d'un plan d'aménagement forestier ou d'un plan simple de gestion;

2° le projet est identifié dans l'application des programmes d'actions sur les rivières par une approche intégrée et sectorisée pour chaque sous-bassin hydrographique wallon (PARIS) adoptés en vertu des articles D.33/3 à D.33/6 du Code de l'eau.

L'alinéa 1^{er}, 1°, ne s'applique pas si la parcelle concernée appartient à un propriétaire privé possédant moins de cinq hectares de forêt.

Art. 11. L'organisme payeur peut requérir, dans le cadre de l'analyse de l'admissibilité de la demande, des documents ou des informations complémentaires auprès du demandeur.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} suspend le délai de traitement du dossier.

Sous peine d'inadmissibilité de la demande de subvention, le demandeur fournit les informations complémentaires dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la demande de compléments.

Art. 12. § 1^{er}. A l'issue de l'étude de la recevabilité et de l'admissibilité des demandes de subventions, effectuées conformément aux articles 6 à 11, l'organisme payeur évalue les projets soumis dans le cadre de l'appel à projets sur la base de leur compatibilité, au moment de l'introduction de la demande de subvention, avec des critères de sélection.

Une pondération est attribuée à chaque critère de sélection.

Pour l'application du présent paragraphe, le ministre détermine les critères de sélection et leur pondération.

§ 2. Dans le cadre de l'analyse de la compatibilité des projets vis-à-vis des critères de sélection, l'organisme payeur peut requérir des documents ou des informations complémentaires auprès du demandeur.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} suspend le délai de traitement du dossier.

Sous peine du rejet de la demande de subvention, le demandeur fournit les informations complémentaires dans les dix jours ouvrables à compter de la réception de la demande.

§ 3. A l'issue de l'analyse des projets soumis, un classement est réalisé en fonction du nombre total de points attribués à chaque projet.

§ 4. Dans un délai de nonante jours à compter de la clôture de l'appel à projets, le Comité de sélection du plan stratégique PAC analyse le classement et le cas échéant, l'approuve. S'il constate une erreur manifeste dans celui-ci, il le modifie.

L'approbation du classement tient compte du budget alloué à la période de l'appel à projets concerné.

Pour être sélectionné, chaque projet atteint un nombre minimal de points défini par le ministre.

En cas d'égalité entre plusieurs projets, la date d'introduction de la demande de subvention est prise en compte pour déterminer l'ordre de classement. Le projet introduit en premier est prioritaire sur le projet introduit ultérieurement.

Pour l'application du présent paragraphe, l'organisme délégué de l'organisme payeur est l'Inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts.

§ 5. La décision adoptée en vertu du paragraphe 4 précise pour chaque projet retenu :

- 1° le type et la description des opérations admises et la justification des opérations non admises;
- 2° le montant total des coûts admissibles du projet qui sera réalisé par le bénéficiaire, et, le cas échéant, la justification des coûts non admissibles;
- 3° le montant prévisionnel de l'aide et la justification de ce montant;
- 4° la date limite de réalisation du projet;
- 5° la date limite d'envoi de la dernière demande de paiement;
- 6° les obligations auxquelles sont soumis les bénéficiaires, en ce compris les exigences relatives au maintien des terrains à restaurer.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 6°, le ministre détermine, en fonction de différents types de travaux, la durée minimale pendant laquelle prévalent les exigences relatives au maintien des terrains à restaurer.

Art. 13. Dans un délai d'une semaine à compter de l'adoption de la décision de sélection, l'organisme payeur notifie aux demandeurs sa décision quant à l'admissibilité et la sélection des projets par tout moyen conférant date certaine à l'envoi.

CHAPITRE 3. — Coûts admissibles et mise en œuvre des projets sélectionnés

Art. 14. § 1^{er}. Les subventions pour la restauration de sites ou pour le renforcement des services écosystémiques couvrent une ou plusieurs des opérations suivantes :

- 1° la pose de clôtures;
- 2° l'installation d'abris pour le bétail assurant un pâturage d'entretien, à hauteur d'un abri maximum par cinq hectares de milieux restaurés au maximum;
- 3° le déboisement et le débroussaillage;
- 4° le comblement de drains;
- 5° l'étrépage, le gyrobroyage et le fraisage;
- 6° l'entretien de milieux ouverts;
- 7° la plantation d'essences feuillues indigènes en station;
- 8° la création et le curage de mares;
- 9° l'achat et l'installation de matériel de sensibilisation à la protection des habitats restaurés;
- 10° toute autre opération destinée à la restauration ou l'entretien de sites;
- 11° la réalisation d'aménagements ou d'opérations destinés au renforcement des services écosystémiques;
- 12° l'achat de terrains couplé à un projet de restauration ou de renforcement des services écosystémiques.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 12^o, l'acquisition de terrain appartenant à une personne morale de droit public n'est pas admissible aux subventions. Le présent alinéa ne s'applique pas à l'égard des acquisitions réalisées par la Région wallonne.

§ 2. Les subventions pour la restauration de sites ou pour le renforcement des services écosystémiques couvrent les coûts réels engagés inhérents aux opérations visées au paragraphe 1^{er}.

Si, d'après les informations dont dispose l'organisme payeur, il apparaît que les coûts présentés par le demandeur pour une opération prévue dans sa demande de subvention dépassent manifestement les coûts du marché, le montant de la subvention correspondant à cette opération peut être revu par l'organisme payeur de manière à les faire correspondre aux coûts du marché tels que déterminés par l'organisme payeur.

§ 3. Les subventions pour la restauration de sites ou pour le renforcement des services écosystémiques peuvent couvrir les coûts réels engagés pour des prestations immatérielles inhérentes aux opérations visées au paragraphe 1^{er} ainsi que les coûts liés aux études de faisabilité, à l'évaluation des incidences sur l'environnement et à l'obtention des autorisations dans une limite de 15 du montant total de la subvention.

§ 4. Les subventions couvrent cent pour cent des coûts réels engagés visés aux paragraphes 2 et 3.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les achats de terrains réalisés par d'autres personnes morales de droit public que la Région wallonne, le montant de la subvention correspond à cinquante pour cent des coûts réels engagés.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour la construction d'abri pour le bétail visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, le montant de la subvention est limité à quarante pour cent des coûts réels engagés.

§ 5. En ce qui concerne l'achat de terrain, la subvention ne couvre pas les éléments suivants :

1^o la taxe sur la valeur ajoutée, en abrégé, TVA, lorsque le bénéficiaire de la subvention est la Région wallonne ou tout autre bénéficiaire public assujéti à la TVA;

2^o les droits d'enregistrement.

Art. 15. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 12^o, tout terrain :

1^o offre les garanties d'affectation définitive à la conservation de la nature ou au renforcement de services écosystémiques;

2^o reste la propriété du bénéficiaire pour une durée correspondant au moins celle du maintien du terrain dans les conditions fixées dans la décision de sélection en vertu de l'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, 6^o.

§ 2. Le montant alloué à l'achat de terrains représente maximum 90 du montant total des coûts admissibles du projet.

Les frais généraux liés à l'achat de terrain sont limités à 15 maximum du montant total des coûts admissibles liés à l'achat du terrain.

Art. 16. Les opérations faisant l'objet de la subvention sont réalisées dans un délai de deux ans à compter de la date de notification de la décision de sélection sauf dérogation accordée par l'organisme payeur.

Art. 17. A l'issue de la réalisation des opérations faisant l'objet de la subvention, le bénéficiaire maintient le terrain dans les conditions et pendant la période prévue dans la décision de sélection en vertu de l'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, 6^o.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une condition visée à l'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, 6^o, porte sur l'obligation de maintenir les milieux ouverts, le bénéficiaire ou le gestionnaire mandaté par celui-ci peut être dispensé par l'organisme payeur, pour l'année budgétaire concernée, de l'obligation de maintien du milieu ouvert aux conditions cumulatives suivantes :

1^o le bénéficiaire ou le gestionnaire qu'il mandate sollicite une subvention pour l'entretien des parcelles;

2^o la subvention ne peut pas lui être accordée pour l'année en cours en raison :

a) soit d'insuffisance budgétaire;

b) soit parce que la mesure d'aide a été supprimée;

c) soit parce que la subvention n'est plus accessible au bénéficiaire ou au gestionnaire mandaté par le bénéficiaire.

CHAPITRE 4. — Paiements, cessions, contrôle et recouvrements d'indus

Section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 18. Le directeur général de l'administration visée à l'article D.3, 3^o, du Code wallon de l'agriculture ou le fonctionnaire qui le remplace a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux subventions prévues par le présent arrêté.

L'organisme payeur paie les subventions, récupère les paiements indus, applique les pénalités et gère les recours.

Section 2. — Paiement

Art. 19. § 1^{er}. Lorsqu'un projet a été réalisé, le bénéficiaire introduit une demande de paiement dans les formes et selon les modalités définies par le ministre.

Pour un projet comprenant plusieurs opérations, différentes demandes de paiement peuvent être introduites au fur et à mesure de l'avancement du projet.

La demande de paiement reprend le montant correspondant à l'aide ou à une partie de l'aide prévue dans la décision de sélection. La demande est justifiée :

1^o soit par les factures acquittées si les travaux sont réalisés par un entrepreneur;

2^o soit par une déclaration de créance si les travaux sont réalisés par le demandeur lui-même.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, un bénéficiaire peut solliciter une avance de fonds pour des projets qui n'ont pas encore été réalisés. La demande est justifiée par une déclaration de créance accompagnée de la notification de la décision de sélection. Le montant de l'avance est plafonné à 30 du montant total de l'aide prévue dans la décision de sélection.

Art. 20. L'organisme payeur calcule le montant de la subvention qui peut être octroyée en vertu du présent arrêté sur la base de toutes les données utiles dont il dispose en ce compris :

1° les données figurant dans la demande de subvention et dans la demande de paiement;

2° pour les projets situés en Natura 2000, l'arrêté de désignation du site, l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

3° les données administratives provenant du Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

4° les données issues des contrôles administratifs et des contrôles sur place.

Art. 21. La demande de paiement visée à l'article 19, § 1^{er}, est liquidée après la réalisation des contrôles administratifs et sur place.

Si l'exécution d'actes ou de travaux requiert un permis ou une déclaration, la demande de paiement est uniquement liquidée si le demandeur a obtenu préalablement ce permis ou notifié sa déclaration.

Les avances de fonds visées à l'article 19, § 2, sont liquidées exclusivement sur le budget régional.

Art. 22. Lorsque l'ensemble des opérations du projet ont été réalisées et les demandes de paiement correspondantes ont été liquidées, l'organisme payeur notifie au bénéficiaire une attestation reprenant :

1° le détail du calcul du montant de l'aide liquidée;

2° les obligations à respecter à l'issue de la restauration, définies en vertu de l'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, 6°;

3° les obligations à respecter en matière de publicité et de visibilité telles que prévues à l'article 6 du règlement n° 2022/129 de la Commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC;

4° le cas échéant, si les parcelles concernées par le projet sont situées en Natura 2000, l'unité ou les unités de gestion dans lesquelles la ou les parcelles restaurées seront cartographiées.

Art. 23. Les demandes de paiement introduites et donnant droit à une liquidation sont honorées jusqu'à épuisement des moyens budgétaires disponibles.

Section 3. — Cessions

Art. 24. Pour les demandes et les octrois de subvention, une cession produit ses effets à partir du premier janvier de l'année qui suit ladite cession.

Art. 25. § 1^{er}. Lorsque le demandeur ou le bénéficiaire d'une subvention cède à un tiers un droit d'occupant entre vifs temporairement ou définitivement, tout ou partie d'une parcelle concernée par un engagement pris dans le cadre de cet arrêté, le cédant en informe par le biais d'un formulaire mis à sa disposition par l'organisme payeur, par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi en vertu des articles D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture, le cessionnaire des engagements qui portent sur la parcelle concernée par la cession au plus tard dans les trois mois de la cession.

§ 2. Dans le mois qui suit cette information du cessionnaire, le cédant et le cessionnaire envoient à l'organisme payeur, par tout moyen conférant une date certaine en vertu des articles D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture, le formulaire visé au paragraphe 1^{er} cosigné par le cessionnaire stipulant que celui-ci reprend les engagements.

A défaut d'envoi du formulaire prévu à l'alinéa 1^{er}, le cédant reste tenu par ses engagements.

§ 3. Sauf dérogation préalable de l'organisme payeur, les cessionnaires se conforment aux obligations liées à l'arrêté de désignation et à l'engagement pris en vertu du présent arrêté jusqu'à leur terme.

Art. 26. En cas de décès du demandeur ou du bénéficiaire d'une subvention, ses héritiers ou légataires en informent, dans les trois mois du décès, l'organisme payeur en leur envoyant le formulaire visé au § 1^{er}, par tout moyen permettant de conférer une date certaine en vertu des articles D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture.

Les héritiers ou légataires se conforment aux obligations liées à l'arrêté de désignation et à l'engagement pris par la personne dont la succession est ouverte en vertu du présent arrêté jusqu'à leur terme.

Section 4. — Contrôle

Sous-section 1^{ère}. — Dispositions communes à tous les contrôles

Art. 27. § 1^{er}. Le bénéficiaire ou son représentant autorise les fonctionnaires et agents compétents à pénétrer dans sa propriété pour vérifier la bonne mise en œuvre des mesures prises en vertu du présent arrêté.

Le bénéficiaire ou son représentant collabore et apporte son concours à la bonne réalisation des contrôles effectués en vertu du présent arrêté.

§ 2. Tout refus de contrôle par un bénéficiaire ou tout acte volontaire qui le compromet entraîne de plein droit une réduction ou une perte de l'aide, sauf en cas de force majeure.

§ 3. Lorsqu'un contrôle révèle un cas de non-respect et que l'organisme payeur demande la fourniture de documents justificatifs, le bénéficiaire communique les documents concernés dans un délai de quinze jours calendrier suivant la demande de l'organisme payeur. À défaut, le constat de non-respect est maintenu.

Art. 28. L'organisme payeur contrôle le respect des conditions d'admissibilité et toute obligation et tient compte des cas présumés de non-respect signalés par d'autres organismes.

Art. 29. L'organisme payeur utilise les documents justificatifs provenant d'autres organismes pour contrôler les éléments visés à l'article 28.

Sous-section 2. — Contrôles administratifs

Art. 30. L'organisme payeur vérifie les données déclarées dans les demandes de subvention et les demandes de paiement ainsi que les pièces justificatives. Les contrôles administratifs couvrent tous les éléments qu'il est possible et nécessaire de contrôler.

Lors du contrôle administratif de la demande de subvention, l'organisme payeur vérifie au moins :

- 1° la recevabilité de la demande de subvention;
- 2° l'admissibilité du demandeur et de la demande de subvention;
- 3° le respect des critères de sélection retenus à l'occasion de l'évaluation du projet dans le cadre de la procédure de sélection;
- 4° l'admissibilité des opérations couvertes par la demande de subvention;
- 5° l'admissibilité des coûts présumés et leur caractère raisonnable.

Lors du contrôle administratif de la demande de paiement, l'organisme payeur vérifie au moins :

- 1° la correspondance entre les opérations réalisées et les opérations admises dans la décision de sélection visée à l'article 12, § 4;
- 2° le respect des obligations fixées dans la décision de sélection en vertu de l'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, 6°;
- 3° le respect du délai de réalisation du projet visé à l'article 16;
- 4° les pièces justificatives relatives aux coûts réels engagés, introduites conformément à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 3;
- 5° la conformité des documents requis en vertu de l'article 21, alinéa 2;
- 6° l'absence de double financement par d'autres régimes d'aide régionaux ou communautaires.

Sous-section 3. — Contrôles sur place

Art. 31. § 1^{er}. L'organisme payeur prévoit un contrôle sur place pour toutes les demandes de paiement introduites conformément à l'article 19.

§ 2. Les contrôles sur place sont effectués avant la liquidation de la demande paiement.

§ 3. Lors du contrôle sur place, l'organisme payeur vérifie au moins :

- 1° l'exactitude des données déclarées dans la demande de subvention et dans la demande de paiements ainsi que dans les documents justificatifs;
- 2° la réalisation effective et fonctionnelle des opérations faisant l'objet de la demande de subvention;
- 3° la correspondance entre les opérations réalisées et les opérations admises dans la décision de sélection;
- 4° le respect des obligations fixées dans la décision de sélection en vertu de l'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, 6°.

Art. 32. Les contrôles sur place prennent la forme de vérifications physiques sur le terrain.

Art. 33. § 1^{er}. Les contrôles sur place s'effectuent de façon inopinée.

La tenue d'un contrôle sur place peut, au préalable, faire l'objet d'une annonce de courtoisie pour autant que cela n'interfère pas avec son objectif ou son efficacité. L'annonce de courtoisie est strictement limitée à la durée minimale nécessaire et ne peut pas dépasser trois jours ouvrables.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les contrôles sur place peuvent être précédés d'un préavis d'annonce de tenue d'un contrôle de plus de trois jours ouvrables à condition que le préavis soit dûment justifié.

Art. 34. § 1^{er}. Chaque contrôle sur place réalisé par l'organisme payeur fait l'objet d'un rapport de contrôle portant sur les vérifications effectuées en vertu de l'article 31, § 3.

§ 2. Le rapport de contrôle reprend les informations suivantes :

- 1° la demande de paiement concernée par le contrôle sur place;
- 2° les personnes présentes lors du contrôle sur place;
- 3° le cas échéant, l'avertissement du bénéficiaire de la tenue du contrôle sur place au moyen de l'envoi d'un préavis conformément à l'article 33, § 2, ainsi que la durée et la justification du préavis;
- 4° les résultats du contrôle sur place et les éventuelles observations liées au contrôle;
- 5° les éléments de preuve qui permettent d'attester les résultats du contrôle sur place;
- 6° le cas échéant, les observations du bénéficiaire qui peuvent être communiqués après le contrôle sur place au moyen de l'envoi d'un formulaire conformément au paragraphe 3, alinéa 2.

Le rapport de contrôle est validé par un agent de l'organisme payeur.

§ 3. Une copie du rapport de contrôle est envoyée au bénéficiaire.

Le bénéficiaire peut émettre des observations portant sur le rapport de contrôle dans les quarante-cinq jours ouvrables à compter de sa réception au moyen de l'envoi du formulaire de contestation annexé au rapport.

Les observations rendues sur le rapport de contrôle ne constituent pas un recours administratif.

§ 4. Le bénéficiaire peut introduire un recours administratif à l'encontre de toute décision prise sur la base d'un rapport de contrôle constatant un cas de non-respect, conformément à l'article D.257 du Code wallon de l'Agriculture.

Sous-section 4. — Contrôle ex-post

Art. 35. § 1^{er}. L'organisme payeur vérifie lors du contrôle ex-post le respect des conditions fixées dans l'attestation en vertu de l'article 22, alinéa 1^{er}, 2° et 3°.

Le contrôle ex-post des obligations en matière de publicité et de visibilité peut uniquement intervenir au cours des cinq années à compter de la liquidation de la subvention.

Art. 36. § 1^{er}. Pour chaque année civile, l'organisme payeur effectue des contrôles ex-post qui couvrent un pourcentage minimal des dépenses relatives aux projets pour lesquels, cumulativement :

1° l'attestation visée à l'article 22 a été notifiée;

2° des conditions de maintien telles que fixées dans l'attestation visée à l'article 22 sont en vigueur.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le ministre fixe le pourcentage minimal des dépenses faisant l'objet de contrôles ex-post.

§ 2. Pour atteindre le pourcentage minimal visé au paragraphe 1^{er}, l'organisme payeur sélectionne un échantillon de contrôle qui comprend :

1° une composante aléatoire, destinée à obtenir un taux d'erreur représentatif de l'ensemble de la population contrôlée;

2° une composante fondée sur les risques, destinée à identifier les domaines où le risque d'erreur est le plus élevé sur l'ensemble de la population contrôlée.

L'organisme payeur sélectionne la composante aléatoire avant de sélectionner la composante fondée sur les risques.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, le ministre fixe, sur proposition de l'organisme payeur, les proportions de l'échantillon consacrées à la composante aléatoire et à la composante fondée sur les risques.

Chaque année, l'organisme payeur évalue l'efficacité de la composante fondée sur les risques. Le cas échéant, l'organisme payeur actualise la composante fondée sur les risques.

§ 3. En complément des contrôles prévus au paragraphe 1^{er}, l'organisme payeur peut également prévoir un contrôle ex-post, fondé sur une analyse des risques qui justifie ce contrôle, d'un projet ciblé.

Section 5. — Sanctions

Art. 37. § 1^{er}. Lorsque les conditions d'admissibilité relatives à la demande de subvention, au demandeur ou aux opérations faisant l'objet de la demande de subvention, ne sont pas respectées, l'aide correspondante est supprimée en totalité.

Si le délai de mise en œuvre des travaux ou acquisition est dépassé, le droit à la subvention s'éteint, à moins de solliciter et d'obtenir une prolongation de délai de la part de l'organisme payeur.

§ 2. En cas de non-respect des obligations imposées au bénéficiaire ainsi qu'en cas de non-correspondance entre les opérations réalisées et les opérations admises telles que notifiées dans la décision de sélection visée à l'article 12, § 4 et 5, une réduction du montant de la subvention est appliquée. Le montant de la réduction est établi en fonction de la gravité, de l'étendue, de la persistance et de la répétition du cas de non-respect constaté.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° la gravité du cas de non-respect dépend de l'ampleur des conséquences que le non-respect entraîne eu égard à la finalité des exigences non respectées;

2° l'étendue du cas de non-respect dépend de son effet sur l'ensemble de la subvention;

3° la persistance du cas de non-respect dépend de la période pendant laquelle les effets du non-respect perdurent et de la possibilité d'y mettre un terme par la mobilisation de moyens raisonnables;

4° la répétition du cas de non-respect dépend de la constatation, au cours des quatre dernières années, de cas de non-respect similaires, constatés chez un même bénéficiaire.

Le ministre peut définir les réductions à appliquer pour une non-exécution ou pour une exécution partielle des exigences visées à l'alinéa 1^{er}.

En cas de répétition ou de persistance du cas de non-respect, la réduction de la subvention peut être majorée conformément aux dispositions prévues par le ministre.

Si plusieurs cas de non-respect des exigences sont constatés pour une même unité de gestion ou pour une même parcelle, le ministre peut prévoir une réduction de la subvention plus élevée que celle déterminée en vertu des alinéas 1^{er} à 3.

§ 3. Lorsqu'il est établi que le bénéficiaire a fourni de faux éléments de preuve aux fins de se voir octroyer une subvention en vertu du présent arrêté ou a omis de fournir les informations nécessaires par négligence, il est exclu de l'intervention pendant l'année civile de la constatation et les années restantes de la période de programmation. La subvention lui est également refusée ou retirée, en totalité.

Art. 38. Conformément à l'article 62 du règlement n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, toute subvention est refusée ou retirée en totalité aux bénéficiaires qui créent artificiellement les conditions requises pour l'obtention d'une aide, en contradiction avec les objectifs visés par l'intervention concernée.

Art. 39. § 1^{er}. Dans le cadre des contrôles ex-post, les sanctions prévues par la présente section ne sont pas imposées dans les cas suivants :

1° le non-respect résulte d'un cas de force majeure;

2° la personne concernée démontre par tout moyen de preuve que le non-respect des obligations qui lui incombent ne lui est pas imputable ou l'organisme payeur acquiert d'une autre manière la conviction que la personne concernée n'a pas commis de faute.

§ 2. Les cas de force majeure sont notifiés par écrit à l'organisme payeur dans un délai de quinze jours ouvrables à compter du jour où le bénéficiaire, ou son ayant droit, est en mesure de le faire. Les éléments probants qui permettent d'établir les cas de force majeure sont joints à la notification.

L'organisme payeur statue au cas par cas sur la reconnaissance du cas de force majeure au regard des éléments probants visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 40. L'application des sanctions administratives, des refus d'octroi et des retraits de l'aide prévus au présent arrêté est sans préjudice de l'application de sanctions pénales.

Section 6. — Recouvrement des paiements indus

Art. 41. Si des subventions ont été indûment versées, l'organisme payeur opère une compensation ou un recouvrement suivant les modalités prévues aux articles 97 à 105 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2023 relatif aux contrôles, aux sanctions administratives et au recouvrement applicables aux interventions relevant de la politique agricole commune ainsi que dans le cadre de la conditionnalité.

CHAPITRE 5. — Dispositions transitoires et finales

Art. 42. Les subventions pour la restauration de sites et le renforcement des services écosystémiques constituent des aides aux investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers et des aides aux services de base et aux infrastructures dans les zones rurales au sens des articles 44 et 55, respectivement, du règlement n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 43. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale, il est inséré un article 47/2 rédigé comme suit :

"Art. 47/2. A la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 relatif aux subventions pour la restauration de sites et le renforcement des services écosystémiques, le présent arrêté cesse de produire ses effets en ce qui concerne les subventions à la restauration ainsi qu'à l'entretien des milieux ouverts."

Art. 44. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 45. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2024.

Namur, le 16 mai 2024

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203846]

16. MAI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Subventionen für die Wiederherstellung von Standorten und die Stärkung der Ökosystemleistungen

Die Wallonische Regierung erlässt,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 zur Festlegung von Regeln für die Unterstützung strategischer Pläne, die von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik erstellt werden sollen (strategische Pläne im Zusammenhang mit der GAP) und finanziert durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1305/2013 und (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 in Bezug auf die Finanzierung, die Verwaltung und die Kontrolle der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2022/1173 der Kommission vom 31. Mai 2022 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem in der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.243 und D. 249, Absatz 2, Ziffer 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Subventionen, die in den Natura 2000-Gebieten sowie in den Bewerbergebiete des Natura-Netzes und in der ökologischen Hauptstruktur gewährt werden, zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 über die allgemeinen Präventivmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die Natura-2000-Bewerbergebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Subventionen, die in den Natura 2000-Gebieten sowie in den Natura-2000-Bewerbergebieten und in der ökologischen Hauptstruktur gewährt werden;

Aufgrund des Berichts vom 3. Januar 2024, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors, die am 19. Februar 2024 abgegeben wurde;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers für Haushalt, die am 23. Februar 2024 erteilt wurde;

Aufgrund der am 21. März 2024 erfolgten Abstimmung zwischen den Regionalregierungen und der föderalen Behörde;

Aufgrund des Ersuchens um eine Stellungnahme innerhalb von 30 Tagen, das gemäß Artikel 84, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichtet wurde;

In der Erwägung, dass das Ersuchen um Stellungnahme am 22. April 2024 unter der Nummer 76.213/4 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Abteilung Gesetzgebung, gemäß Artikel 84, Paragraph 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In der Erwägung der Stellungnahme 24.0345 des Zentrums "Ländlicher Raum", Abteilung "Natur", die am 22. März 2024 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag der Ministerin für Natur;

Nach Beratung,

Erlässt:

KAPITEL 1 — Abschnitt - Allgemeine Bestimmungen:

Abschnitt 1 — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Bestimmungserlass: der Erlass der wallonischen Regierung, der ein Natura 2000-Gebiet bezeichnet und gemäß Artikel 26 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur verabschiedet wurde;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011: Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 über allgemeine Präventivmaßnahmen für Natura-2000-Gebiete sowie für Natura-2000-Bewerbergebiere;

3° die Zahlstelle: die Zahlstelle gemäß Artikel D.3, 25°, des wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuches oder die Einrichtung, an die sie eine oder mehrere ihrer Aufgaben gemäß Artikel D.256 des wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuches delegiert;

4° die Genehmigung: die Genehmigung im Sinne von Artikel 1bis, Ziffer 28, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur einschließlich der Ausnahmen und Genehmigungen, die gemäß den Artikeln 5, 28 und 41 desselben Gesetzes erteilt wurden;

5° biologisches Potenzial: die Wahrscheinlichkeit des Erfolgs von Maßnahmen zur Wiederherstellung der natürlichen Artenvielfalt, basierend auf dem Vorhandensein von Elementen oder Bedingungen vor Ort oder in der Nähe, die den Erfolg dieser Maßnahmen ermöglichen können;

6° die Verordnung Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 zur Festlegung von Regeln für die Unterstützung strategischer Pläne, die von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik erstellt werden sollen (strategische Pläne im Zusammenhang mit der GAP) und finanziert durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1305/2013 und (EU) Nr. 1307/2013;

7° die Verordnung Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 in Bezug auf die Finanzierung, die Verwaltung und die Kontrolle der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

8° Gebiet von großem biologischen Interesse oder "GGBI": eine geografische Einheit, die eine Gesamtheit von homogenen Habitat- oder Biotopeneinheiten umfasst, die weniger als 600 Meter voneinander entfernt liegen und mindestens eine seltene, bedrohte oder geschützte Art oder mindestens einen seltenen, bedrohten oder geschützten Lebensraum im Sinne der Artikel 2, 2bis und 3, Paragraphen 1 und 2, Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur beherbergt;

9° ökologische Hauptstruktur oder "ÖHS": die Gesamtfläche der Natura-2000-Gebiete, der Natura-2000-Bewerbergebiere und der Gebiete von großem biologischem Interesse.

Außerhalb der Natura-2000-Gebiete und der Natura-2000-Bewerbergebiere legt der Minister die ökologische Hauptstruktur fest und aktualisiert sie regelmäßig, um neuen biologischen Informationen und Schutz- und Wiederherstellungsmaßnahmen der Akteure vor Ort Rechnung zu tragen und ihre Grenzen zu präzisieren.

Abschnitt 2 — Gegenstand und Anwendungsbereich

Art. 2 - Gemäß Artikel 73 der Verordnung Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 werden unter den in diesem Erlass festgelegten Bedingungen Subventionen gewährt, um die Wiederherstellung von Standorten und die Stärkung von Ökosystemleistungen zu finanzieren.

Art. 3 - Die Subvention für die Wiederherstellung von Standorten wird gewährt, um Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse wiederherzustellen und zu pflegen, damit diese wiederhergestellt und in einem günstigen Erhaltungszustand gehalten werden können.

Art. 4 - Die Subvention für die Stärkung von Ökosystemdienstleistungen wird gewährt, um das Hochwasserrisiko zu verringern und die Wasserversickerung zu fördern, um:

1° den Abfluss in natürlichen oder künstlichen Entwässerungssystemen zu verringern, indem das abfließende Wasser abgefangen oder gespeichert wird, um:

a) für die Forstwirtschaft denaturierte Wasserläufe zu remäandrieren oder vorübergehende Überschwemmungszonen und Rückhaltedämme im Hauptflussbett anzulegen;

b) Beständen antizipierend zu nutzen, um die Entwicklung natürlicher Lebensräume am Flussufer oder typischer Feuchtgebiete zu ermöglichen oder um Bestände zu pflanzen, die an diese Art von Zonen angepasst sind;

c) Flussufer wieder aufzuforsten, um die Wiederherstellung natürlicher Systeme zu ermöglichen, die helfen, die Fließgeschwindigkeit von Flüssen zu verlangsamen und Wasser zu speichern;

2° Vorrichtungen zu installieren, die die Erosion und Verdichtung des Bodens im Falle der Nutzung über die gesetzlichen Verpflichtungen hinaus verringern können;

3° das Wegenetz und die Infrastruktur an die geplanten Entwicklungen anpassen, um die angestrebten Ziele zu erreichen.

KAPITEL 2 — *Verfahren für die Einreichung, die Prüfung der Förderfähigkeit und die Auswahl der Projekte**Abschnitt 1 — Einreichung und Zulässigkeit des Subventionsantrags*

Art. 5 - Die in diesem Erlass vorgesehenen Subventionen werden im Rahmen eines regelmäßigen Verfahrens von Projektausschreibungen gewährt, deren Modalitäten und Periodizität vom Minister festgelegt werden.

Art. 6 - Der Subventionsantrag ist nur dann zulässig, wenn er die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt:

1° Er wird in den Formen, Fristen und gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten eingereicht;

2° Er enthält eine Beschreibung der Maßnahmen sowie die vom Minister beschlossenen sachdienlichen Dokumente.

Art. 7 - Die Zahlstelle teilt dem Antragsteller ihre Entscheidung über die Zulässigkeit des Antrags innerhalb von 30 Tagen nach Abschluss der Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen in einer Form mit, die einen sicheren Versand gewährleistet.

Abschnitt 2 — Zulässigkeit von Subventionsanträgen und Auswahl von Projekten

Art. 8 - Der Subventionsantrag ist unter den folgenden kumulativen Bedingungen zulässig:

1° Das Projekt dient einem der in Artikel 3 und 4 genannten Ziele;

2° Das Projekt betrifft Grundstücke, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden;

3° Die Maßnahmen, die Gegenstand des Subventionsantrags sind, werden frühestens am Tag der Mitteilung der Zulässigkeit gemäß Artikel 7 durchgeführt;

4° Der Begünstigte verpflichtet sich, die Verpflichtungen einzuhalten, denen er in der Auswahlentscheidung gemäß Artikel 12, Paragraph 5, Absatz 1, Ziffer 6 unterworfen wird;

5° Die Maßnahmen, die Gegenstand des Subventionsantrags sind, halten die geltenden europäischen und regionalen Standards ein;

6° Unbeschadet Ziffer 7 ist der Antragsteller der Eigentümer oder Verwalter natürliche oder juristische Person des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts des Grundstücks, für das die Subvention beantragt wird;

7° Im Falle eines Grundstückskaufs gemäß Artikel 14, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 12 ist der Antragsteller eine juristische Person des öffentlichen Rechts.

Für die Anwendung von Absatz 1, Ziffer 6 gilt, dass der Verwalter, wenn er nicht Eigentümer des Grundstücks ist, die Zustimmung des Eigentümers des Grundstücks zur Durchführung des Projekts einholt.

Für die Anwendung von Absatz 1, Ziffer 7, wenn der Kauf ein Grundstück betrifft, das Gegenstand eines landwirtschaftlichen Pachtvertrags ist, besitzt der Antragsteller die Zustimmung des/der betreffenden Pächter(s).

Art. 9 - Zusätzlich zu den in Artikel 8 genannten Bedingungen sind Subventionsanträge für die Restaurierung von Stätten unter den folgenden kumulativen Bedingungen zulässig:

1° Die Parzelle, die Gegenstand des Subventionsantrags ist, liegt in der ökologischen Hauptstruktur;

2° Das biologische Potenzial des Projekts wird von der Zahlstelle ganz oder teilweise positiv bewertet;

3° nach Abschluss der Rodungsarbeiten und auf der Grundlage eines wissenschaftlichen Berichts:

a) wird im Rahmen von Arbeiten zur Wiederherstellung offener Lebensräume der offene Charakter des Rasens oder der Heide durch Entbuschung oder Mahd oder durch die Aufstellung eines von der Zahlstelle genehmigten Pflegeprogramms aufrechterhalten;

b) wird/werden im Rahmen von Arbeiten, die auf die Wiederherstellung von Waldmilieus abzielen, die natürliche Regeneration gefördert oder standortheimische Arten unter Einhaltung der in der Wallonischen Region geltenden Politik der Waldverjüngung neu angepflanzt.

Für die Anwendung von Absatz 1, Ziffer 2:

1° Das biologische Potenzial kann begründet sein durch:

a) das Vorhandensein eines Lebensraums von gemeinschaftlichem Interesse, selbst wenn dieser degradiert ist;

b) die Flora des Lebensraums von gemeinschaftlichem Interesse;

c) geeignete ökologische Bedingungen für die Aufnahme des Lebensraums;

d) das Vorhandensein eines Kerngebiets oder einer Population von Arten, die den wiederhergestellten Lebensraum besiedeln können, in der Nähe;

e) Möglichkeiten für Instandhaltungsarbeiten nach der Restaurierung.

2° Wenn das Projekt den Erwerb einer Parzelle gemäß den Bestimmungen von Artikel 14, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 12 ^{umfasst}, wird die Bewertung des biologischen Potenzials nur auf den Flächen durchgeführt, die tatsächlich in den Genuss von Wiederherstellungsmaßnahmen kommen.

Art. 10 - Zusätzlich zu den in Artikel 8 genannten Bedingungen sind Anträge auf Subventionen für die Stärkung von Ökosystemleistungen unter folgenden kumulativen Bedingungen zulässig:

1° Wenn das Projekt einen Wald betrifft, ist die Parzelle, für die die Subvention beantragt wird, Gegenstand eines Waldbewirtschaftungsplans oder eines einfachen Bewirtschaftungsplans;

2° Das Projekt wird in der Anwendung der Aktionsprogramme für Flüsse durch einen integrierten und sektoralisierten Ansatz für jedes wallonische hydrographische Teileinzugsgebiet (PARIS) identifiziert, die gemäß den Artikeln D.33/3 bis D.33/6 des Wassergesetzes angenommen wurden.

Absatz 1, Ziffer 1 findet keine Anwendung, wenn die betreffende Parzelle einem privaten Eigentümer gehört, der weniger als fünf Hektar Wald besitzt.

Art. 11 - Die Zahlstelle kann im Rahmen der Analyse der Förderfähigkeit des Antrags zusätzliche Unterlagen oder Informationen vom Antragsteller anfordern.

Der Antrag nach Absatz 1 setzt die Frist für die Bearbeitung der Akte aus.

Bei Androhung der Unzulässigkeit des Subventionsantrags legt der Antragsteller die zusätzlichen Informationen innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Erhalt der Aufforderung zur Einreichung von Ergänzungen vor.

Art. 12 - Paragraph 1. Nach Abschluss der gemäß den Artikeln 6 bis 11 durchgeführten Prüfung der Zulässigkeit und Förderfähigkeit der Subventionsanträge bewertet die Zahlstelle die im Rahmen der Aufforderung zur Einreichung von Projektanträgen eingereichten Projekte auf der Grundlage ihrer Vereinbarkeit mit den Auswahlkriterien zum Zeitpunkt der Einreichung des Subventionsantrags.

Jedem Auswahlkriterium wird eine Gewichtung zugewiesen.

Für die Anwendung dieses Paragraphen legt der Minister die Auswahlkriterien und ihre Gewichtung fest.

§ 2. Im Rahmen der Analyse der Vereinbarkeit der Projekte mit den Auswahlkriterien kann die Zahlstelle vom Antragsteller zusätzliche Unterlagen oder Informationen anfordern.

Der Antrag nach Absatz 1 setzt die Frist für die Bearbeitung der Akte aus.

Der Subventionsantrag wird abgelehnt, wenn der Antragsteller die zusätzlichen Informationen nicht innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Eingang des Antrags vorlegt.

§ 3. Nach Abschluss der Analyse der eingereichten Projekte wird eine Rangliste erstellt, die auf der Gesamtpunktzahl basiert, die jedem Projekt zugewiesen wurde.

§ 4. Innerhalb von neunzig Tagen nach Abschluss der Aufforderung zur Einreichung von Projekten analysiert der Auswahlausschuss für den GAP-Strategieplan die Einstufung und genehmigt sie gegebenenfalls. Wenn er darin einen offensichtlichen Fehler feststellt, ändert er ihn.

Beider Genehmigung der Einstufung wird das Budget berücksichtigt, das für den Zeitraum der jeweiligen Projektausschreibung bereitgestellt wurde.

Um ausgewählt zu werden, muss jedes Projekt eine vom Minister festgelegte Mindestpunktzahl erreichen.

Bei Gleichstand zwischen mehreren Projekten wird das Datum der Einreichung des Subventionsantrags zur Bestimmung der Rangfolge herangezogen. Das zuerst eingereichte Projekt hat Vorrang vor dem später eingereichten Projekt.

Für die Anwendung dieses Absatzes ist die beauftragte Stelle der Zahlstelle der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen.

§ 5. In der gemäß Paragraph 4 erlassenen Entscheidung wird für jedes ausgewählte Projekt Folgendes angegeben:

- 1° Art und Beschreibung der zulässigen Maßnahmen und Begründung der nicht zulässigen Maßnahmen;
- 2° der Gesamtbetrag der förderfähigen Kosten des Projekts, das vom Empfänger durchgeführt wird, und gegebenenfalls die Begründung für nicht förderfähige Kosten;
- 3° der voraussichtliche Betrag der Beihilfe und die Begründung für diesen Betrag;
- 4° der Stichtag für die Durchführung des Projekts;
- 5° der Stichtag für die Einsendung des letzten Zahlungsantrags;
- 6° die Verpflichtungen der Begünstigten, einschließlich der Anforderungen an die Erhaltung von wiederherzustellendem Gelände.

Für die Anwendung von Absatz 1, Ziffer 6 bestimmt der Minister in Abhängigkeit von verschiedenen Arten von Arbeiten die Mindestdauer, während der die Anforderungen an die Erhaltung des wiederherzustellenden Geländes vorherrschen.

Art. 13 - Innerhalb einer Woche nach Annahme der Auswahlentscheidung teilt die Zahlstelle den Antragstellern ihre Entscheidung über die Förderfähigkeit und die Auswahl der Projekte in einer Form mit, die einen sicheren Zeitpunkt für die Übermittlung gewährleistet.

KAPITEL 3 — Förderfähige Kosten und Durchführung der ausgewählten Projekte

Art. 14 - Absatz 1. Subventionen für die Wiederherstellung von Standorten oder die Stärkung von Ökosystemdienstleistungen umfassen eine oder mehrere der folgenden Maßnahmen:

- 1° das Aufstellen von Zäunen;
- 2° die Einrichtung von Unterständen für Vieh, das eine Weidepflege gewährleistet, bis zu einem Unterstand pro maximal fünf Hektar wiederhergestellter Lebensräume;
- 3° Entwaldung und Entbuschung;
- 4° Auffüllen von Entwässerungsgräben;
- 5° Plaggenhieb, Mulchen und Fräsen;
- 6° Pflege offener Flächen;
- 7° Anpflanzung von standortheimischen Laubbaumarten;
- 8° Anlegen und Ausbaggern von Tümpeln;
- 9° Kauf und Installation von Material zur Sensibilisierung für den Schutz der wiederhergestellten Lebensräume;
- 10° jede andere Maßnahme, die der Wiederherstellung oder Pflege von Stätten dient;
- 11° die Realisierung von Einrichtungen oder Maßnahmen zur Stärkung von Ökosystemdienstleistungen;
- 12° Kauf von Land, das an ein Projekt zur Wiederherstellung oder Stärkung von Ökosystemleistungen gekoppelt ist.

Für die Anwendung von Absatz 1, Ziffer 12 ist der Erwerb von Grundstücken, die einer juristischen Person des öffentlichen Rechts gehören, nicht subventionsfähig. Dieser Absatz gilt nicht in Bezug auf Käufe, die von der Wallonischen Region getätigt werden.

§ 2. Die Subvention für die Wiederherstellung von Standorten oder die Stärkung von Ökosystemdienstleistungen decken die tatsächlich entstandenen Kosten der in Absatz 1 genannten Vorhaben.

Ergibt sich aus den der Zahlstelle vorliegenden Informationen, dass die vom Antragsteller vorgelegten Kosten für ein im Subventionsantrag vorgesehenes Vorhaben die marktüblichen Kosten offensichtlich übersteigen, so kann der Betrag der Subvention für dieses Vorhaben von der Zahlstelle so geändert werden, dass er den von der Zahlstelle ermittelten marktüblichen Kosten entspricht.

§ 3. Subventionen für die Wiederherstellung von Standorten oder die Stärkung von Ökosystemdienstleistungen können die tatsächlich entstandenen Kosten für immaterielle Leistungen im Zusammenhang mit den in Absatz 1 genannten Vorhaben sowie die Kosten für Durchführbarkeitsstudien, Umweltverträglichkeitsprüfungen und die Einholung von Genehmigungen bis zu einer Höhe von 15

des Gesamtbetrags der Subvention abdecken.

§ 4. Die Subventionen decken hundert Prozent der tatsächlich entstandenen Kosten gemäß den Absätzen 2 und 3.

Abweichend von Absatz 1 entspricht die Höhe der Subvention bei Grundstückskäufen, die von anderen juristischen Personen des öffentlichen Rechts als der Wallonischen Region getätigt werden, fünfzig Prozent der tatsächlich entstandenen Kosten.

Abweichend von Absatz 1 ist die Subvention für den Bau von Unterständen für Vieh gemäß Paragraph 1 Absatz 1, Ziffer 2 auf vierzig Prozent der tatsächlich entstandenen Kosten begrenzt.

§ 5. Beim Kauf von Land deckt die Subvention Folgendes nicht ab:

1° die Mehrwertsteuer, abgekürzt MwSt., wenn der Empfänger der Subvention die Wallonische Region oder ein anderer öffentlicher Empfänger ist, der der MwSt. unterliegt;

2° die Registrierungsgebühren.

Art. 15 - Paragraph 1. Für die Anwendung von Artikel 14, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 12 gilt für jedes Grundstück:

1° Es bietet Garantien für eine endgültige Verwendung zur Erhaltung der Natur oder zur Stärkung von Ökosystemleistungen;

2° Es bleibt für einen Zeitraum im Besitz des Begünstigten, der mindestens dem Zeitraum entspricht, in dem das Grundstück unter den in der Auswahlentscheidung nach Artikel 12 Paragraph 5 Absatz 1, Ziffer 6 festgelegten Bedingungen erhalten bleibt.

§ 2. Der für den Erwerb von Land zugewiesene Betrag beträgt maximal 90

der gesamten förderfähigen Kosten des Projekts.

Gemeinkosten im Zusammenhang mit dem Grundstückskauf sind auf maximal 15 des Gesamtbetrags der förderfähigen Kosten im Zusammenhang mit dem Grundstückskauf beschränkt.

Art. 16 - Die Maßnahmen, für die die Subvention gewährt wird, müssen innerhalb von zwei Jahren ab dem Datum der Bekanntgabe der Auswahlentscheidung durchgeführt werden, sofern die Zahlstelle keine Ausnahmegenehmigung erteilt.

Art. 17 - Nach Abschluss der Maßnahmen, die Gegenstand der Subvention sind, behält der Empfänger das Grundstück unter den Bedingungen und für den Zeitraum, die in der Auswahlentscheidung gemäß Artikel 12, Paragraph 5, Absatz 1, Ziffer 6 vorgesehen sind.

Abweichend von Absatz 1 kann, wenn eine in Artikel 12, Paragraph 5, Absatz 1, Ziffer 6 erwähnte Bedingung die Verpflichtung zur Erhaltung offener Flächen betrifft, der Begünstigte oder der von ihm beauftragte Verwalter von der Zahlstelle für das betreffende Haushaltsjahr unter den folgenden kumulativen Bedingungen von der Verpflichtung zur Erhaltung offener Flächen befreit werden:

1° Der Begünstigte oder der von ihm beauftragte Verwalter beantragt eine Subvention für die Pflege der Parzellen;

2° Die Subvention für das laufende Jahr kann nicht gewährt werden, weil:

a) entweder das Budget nicht ausreicht;

b) oder weil die Hilfsmaßnahme eingestellt wurde;

c) oder weil die Subvention für den Empfänger oder den vom Empfänger beauftragten Verwalter nicht mehr zugänglich ist.

KAPITEL 4 — *Zahlungen, Abtretungen, Kontrolle und Einziehung von zu Unrecht gezahlten Beträgen*

Abschnitt — Allgemeine Bestimmungen:

Art. 18 - Der Generaldirektor der in Artikel D.3, Ziffer 3, des wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuches genannten Verwaltung oder der Beamte, der ihn vertritt, ist bevollmächtigt, die Ausgaben im Zusammenhang mit den in diesem Erlass vorgesehenen Subventionen zu binden, zu genehmigen und anzuweisen.

Die Zahlstelle zahlt die Subventionen aus, fordert zu Unrecht geleistete Zahlungen zurück, setzt Strafen durch und verwaltet Rechtsmittel.

Abschnitt 2 — Zahlung

Art. 19 - Paragraph 1. Wenn ein Projekt abgeschlossen ist, reicht der Empfänger in der vom Minister festgelegten Form und Weise einen Zahlungsantrag ein.

Bei einem Projekt, das mehrere Maßnahmen umfasst, können verschiedene Zahlungsanträge eingereicht werden, je nachdem, wie weit das Projekt fortgeschritten ist.

Der Zahlungsantrag enthält den Betrag, der in der Auswahlentscheidung vorgesehenen Beihilfe oder einem Teil der Beihilfe entspricht. Der Antrag wird begründet:

1° entweder durch quittierte Rechnungen, wenn die Arbeiten von einem Unternehmer ausgeführt werden;

2° oder durch eine Schuldforderung, wenn die Arbeiten vom Antragsteller selbst durchgeführt werden.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 kann ein Empfänger einen Vorschuss für Projekte beantragen, die noch nicht durchgeführt wurden. Der Antrag wird durch eine Schuldforderung zusammen mit der Benachrichtigung über die Auswahlentscheidung begründet. Die Höhe des Vorschusses ist auf 30 des in der Auswahlentscheidung festgelegten Gesamtbetrags der Beihilfe begrenzt.

Art. 20 - Die Zahlstelle berechnet die Höhe der Subvention, die aufgrund dieses Erlasses gewährt werden kann, auf der Grundlage aller ihr zur Verfügung stehenden zweckdienlichen Angaben, einschließlich:

1° der im Subventionsantrag und im Zahlungsantrag enthaltenen Daten;

2° für Projekte in Natura 2000: des Beschlusses zur Ausweisung des Gebiets, des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 über die allgemeinen vorbeugenden Maßnahmen für Natura 2000-Gebiete sowie für Natura-2000-Bewerbergebiets, und des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Festlegung der Arten von Verwaltungseinheiten, die innerhalb eines Natura 2000-Gebiets abgegrenzt werden können, sowie der besonderen Verbote und vorbeugenden Maßnahmen, die dort gelten;

3° der administrativen Daten aus der Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

4° der Daten aus Verwaltungs- und Vor-Ort-Kontrollen.

Art. 21 - Der Zahlungsantrag gemäß Artikel 19 Paragraph 1 wird nach Durchführung der Verwaltungs- und Vor-Ort-Kontrollen erledigt.

Wenn für die Durchführung von Handlungen oder Arbeiten eine Genehmigung oder Erklärung erforderlich ist, wird der Zahlungsantrag nur dann bearbeitet, wenn der Antragsteller zuvor diese Genehmigung erhalten oder seine Erklärung mitgeteilt hat.

Die in Artikel 19 Paragraph 2 genannten Vorschüsse werden ausschließlich aus dem regionalen Budget gezahlt.

Art. 22 - Wenn alle Maßnahmen des Projekts durchgeführt und die entsprechenden Zahlungsanträge beglichen wurden, stellt die Zahlstelle dem Begünstigten eine Bescheinigung aus, die Folgendes enthält:

1° die Einzelheiten der Berechnung des Betrags der ausgezahlten Beihilfe;

2° die nach Abschluss der Wiederherstellung einzuhaltenden Verpflichtungen, die gemäß Artikel 12 Paragraph 5 Absatz 1, 6° festgelegt wurden;

3° die Verpflichtungen in Bezug auf Publizität und Sichtbarkeit gemäß Artikel 6 der Verordnung (EG) Nr. 2022/129 der Kommission vom 21. Dezember 2021 zur Festlegung der Regeln für die Interventionsarten für Ölsaaten, Baumwolle und Nebenerzeugnisse der Weinbereitung gemäß der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates sowie der Informations-, Publizitäts- und Sichtbarkeitsanforderungen in Bezug auf die Unionsunterstützung und die strategischen Pläne im Rahmen der GAP;

4° gegebenenfalls, wenn die von dem Projekt betroffenen Parzellen in Natura 2000 liegen, die Bewirtschaftungseinheit(en), in der/denen die wiederhergestellte(n) Parzelle(n) kartografisch erfasst wird/werden.

Art. 23 - Eingereichte Zahlungsanträge, die zu einer Auszahlung berechtigen, werden bis zur Ausschöpfung der verfügbaren Haushaltsmittel bedient.

Abschnitt 3 — Abtretungen

Art. 24 - Für die Beantragung und Gewährung von Subventionen ist eine Abtretung ab dem ersten Januar des Jahres wirksam, das auf die Abtretung folgt.

Art. 25 - Paragraph 1. Wenn der Antragsteller oder der Empfänger einer Subvention das Recht, eine Parzelle, die von einer im Rahmen dieses Erlasses eingegangenen Verpflichtung betroffen ist, unter Lebenden vorübergehend oder endgültig ganz oder teilweise zu besetzen, an einen Dritten abtritt, informiert der Überlasser mittels eines ihm von der Zahlstelle zur Verfügung gestellten Formulars auf jede Weise, die einen sicheren Zeitpunkt der Sendung gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuches gewährleistet, den Übernehmer der Verpflichtungen, die sich auf die von der Abtretung betroffene Parzelle beziehen, spätestens innerhalb von drei Monaten nach der Abtretung.

§ 2. Innerhalb eines Monats nach dieser Information des Übernehmers senden der Überlasser und der Übernehmer der Zahlstelle auf jede Weise, die ein sicheres Datum gemäß Artikel D.15 und D.16 des wallonischen Landwirtschaftsgesetzes gewährleistet, das in Paragraph 1 genannte und vom Übernehmer mitunterzeichnete Formular zu, in dem festgelegt wird, dass der Übernehmer die Verpflichtungen übernimmt.

Wird das in Absatz 1 vorgesehene Formular nicht eingereicht, so bleibt der Überlasser an seine Verpflichtungen gebunden.

§ 3. Sofern die Zahlstelle nicht zuvor eine Ausnahmegenehmigung erteilt hat, halten die Übernehmer die mit dem Bestimmungserlass und der gemäß diesem Beschluss eingegangenen Verpflichtung verbundenen Verpflichtungen bis zum Ende ihrer Laufzeit ein.

Art. 26 - Im Falle des Todes des Antragstellers oder des Empfängers einer Subvention informieren seine Erben oder Vermächtnisnehmer innerhalb von drei Monaten nach dem Tod die Zahlstelle, indem sie ihnen das in Artikel 25 Paragraph 1 erwähnte Formular auf jede Art und Weise zusenden, die ein sicheres Datum gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuches gewährleistet.

Die Erben oder Vermächtnisnehmer erfüllen die mit dem Bestimmungserlass verbundenen Verpflichtungen und die Verpflichtung, die die Person, deren Nachlass aufgrund dieses Beschlusses eröffnet wird, eingegangen ist, bis zu ihrem Ende.

Abschnitt 4 — Kontrolle

Unterabschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für alle Kontrollen

Art. 27 - Paragraph 1. Der Begünstigte oder sein Vertreter ermächtigt die zuständigen Beamten und Agenten, sein Eigentum zu betreten, um die ordnungsgemäße Durchführung der aufgrund dieses Erlasses getroffenen Maßnahmen zu überprüfen.

Der Begünstigte oder sein Vertreter arbeitet mit und unterstützt die ordnungsgemäße Durchführung der Kontrollen, die aufgrund dieses Erlasses erfolgen.

§ 2. Die Verweigerung der Kontrolle durch einen Begünstigten oder jede vorsätzliche Handlung, die die Kontrolle gefährdet, führt automatisch zu einer Kürzung oder zum Verlust der Beihilfe, außer in Fällen höherer Gewalt.

§ 3. Wird bei einer Kontrolle ein Verstoß festgestellt und verlangt die Zahlstelle die Vorlage von Belegen, so übermittelt der Begünstigte die betreffenden Unterlagen innerhalb von 15 Kalendertagen nach der Aufforderung durch die Zahlstelle. Andernfalls wird die Feststellung der Nichteinhaltung aufrechterhalten.

Art. 28 - Die Zahlstelle kontrolliert die Einhaltung der Förderbedingungen und aller Verpflichtungen und berücksichtigt mutmaßliche Fälle von Nichteinhaltung, die von anderen Stellen gemeldet wurden.

Art. 29 - Die Zahlstelle verwendet zur Kontrolle der in Artikel 28 genannten Elemente die von anderen Stellen stammenden Belege.

Unterabschnitt 2 — Administrative Kontrollen

Art. 30 - Die Zahlstelle überprüft die in den Subventionsanträgen und Zahlungsanträgen angegebenen Daten sowie die Belege. Administrative Kontrollen umfassen alle Elemente, die kontrolliert werden können und müssen.

Bei der administrativen Kontrolle des Subventionsantrags prüft die Zahlstelle mindestens:

- 1° die Einreichung und Zulässigkeit des Subventionsantrags;
- 2° die Zulässigkeit des Antragstellers und des Subventionsantrags;
- 3° die Einhaltung der Auswahlkriterien, die anlässlich der Bewertung des Projekts im Rahmen des Auswahlverfahrens ausgewählt wurden;
- 4° die Zulässigkeit der Maßnahmen, auf die sich der Subventionsantrag bezieht;
- 5° die Zulässigkeit der angenommenen Kosten und ihre Angemessenheit.

Bei der administrativen Kontrolle des Zahlungsantrags prüft die Zahlstelle mindestens:

- 1° die Übereinstimmung der durchgeführten Maßnahmen mit den in der Auswahlentscheidung nach Artikel 12 Paragraph 4 zugelassenen Maßnahmen;
- 2° die Einhaltung der in der Auswahlentscheidung festgelegten Verpflichtungen gemäß Artikel 12 Paragraph 5 Absatz 1, Ziffer 6;
- 3° die Einhaltung der in Artikel 16 genannten Frist für die Durchführung des Projekts;
- 4° die Belege für die tatsächlich angefallenen Kosten, die gemäß Artikel 19 Paragraph 1 Absatz 3 eingereicht wurden;
- 5° die Übereinstimmung der nach Artikel 21 Absatz 2 erforderlichen Dokumente;
- 6° die Nichtexistenz einer Doppelfinanzierung durch andere regionale oder gemeinschaftliche Förderregelungen.

Unterabschnitt 3 — Kontrollen vor Ort

Art. 31 - Paragraph 1. Die Zahlstelle sieht für alle gemäß Artikel 19 eingereichten Zahlungsanträge eine Vor-Ort-Kontrolle vor.

§ 2. Die Vor-Ort-Kontrollen werden vor der Abwicklung des Zahlungsantrags durchgeführt.

§ 3. Bei der Vor-Ort-Kontrolle überprüft die Zahlstelle mindestens:

- 1° die Richtigkeit der im Subventionsantrag und im Zahlungsantrag sowie in den Belegen angegebenen Daten;
- 2° die tatsächliche und funktionale Durchführung der Maßnahmen, die Gegenstand des Subventionsantrags sind;
- 3° die Übereinstimmung der durchgeführten Maßnahmen mit den in der Auswahlentscheidung zugelassenen Maßnahmen;
- 4° die Einhaltung der in der Auswahlentscheidung festgelegten Verpflichtungen gemäß Artikel 12 Paragraph 5 Absatz 1, Ziffer 6;

Art. 32 - Vor-Ort-Kontrollen finden in Form von physischen Überprüfungen vor Ort statt.

Art. 33 - Paragraph 1. Vor-Ort-Kontrollen werden unangekündigt durchgeführt.

Die Durchführung einer Vor-Ort-Kontrolle kann im Vorfeld höflich angekündigt werden, sofern dies nicht ihren Zweck oder ihre Wirksamkeit beeinträchtigt. Die höfliche Ankündigung ist strikt auf die erforderliche Mindestdauer beschränkt und darf drei Arbeitstage nicht überschreiten.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 kann einer Vor-Ort-Kontrolle eine Ankündigung der Durchführung einer Kontrolle mit einer Vorlaufzeit von mehr als drei Arbeitstagen vorausgehen, sofern die Vorlaufzeit ordnungsgemäß begründet ist.

Art. 34 - Paragraph 1. Über jede von der Zahlstelle durchgeführte Vor-Ort-Kontrolle wird ein Kontrollbericht erstellt, der sich auf die gemäß Artikel 31 Paragraph 3 durchgeführten Überprüfungen bezieht.

§ 2. Der Kontrollbericht enthält die folgenden Informationen:

- 1° den von der Vor-Ort-Kontrolle betroffenen Zahlungsantrag;
- 2° die bei der Vor-Ort-Kontrolle anwesenden Personen;
- 3° gegebenenfalls die Benachrichtigung des Empfängers über die Durchführung der Vor-Ort-Kontrolle mittels einer Vorankündigung gemäß Artikel 33 Paragraph 2 sowie die Dauer und Begründung der Vorankündigung;
- 4° die Ergebnisse der Vor-Ort-Kontrolle und etwaige Bemerkungen im Zusammenhang mit der Kontrolle;
- 5° Nachweise, mit denen die Ergebnisse der Vor-Ort-Kontrolle belegt werden können;
- 6° gegebenenfalls die Bemerkungen des Begünstigten, die nach der Vor-Ort-Kontrolle durch Übersendung eines Formulars gemäß Absatz 3 Unterabsatz 2 übermittelt werden können.

Der Kontrollbericht wird von einem Mitarbeiter der Zahlstelle bestätigt.

§ 3. Eine Kopie des Kontrollberichts wird dem Empfänger zugesandt.

Der Empfänger kann sich innerhalb von 45 Arbeitstagen nach Erhalt des Kontrollberichts zu diesem äußern, indem er das dem Bericht beigelegte Anfechtungsformular einreicht.

Die Bemerkungen zum Kontrollbericht stellen keine administrative Beschwerde dar.

§ 4. Der Begünstigte kann gemäß Artikel D.257 des wallonischen Landwirtschaftsgesetzes eine administrative Beschwerde gegen jede Entscheidung einlegen, die auf der Grundlage eines Kontrollberichts getroffen wird, in dem ein Fall der Nichteinhaltung festgestellt wird.

Unterabschnitt 4 — Ex-post-Kontrolle

Art. 35 - Paragraph 1. Die Zahlstelle prüft bei der Ex-post-Kontrolle, ob die in der Bescheinigung gemäß Artikel 22 Absatz 1, Ziffer 2 und 3 festgelegten Bedingungen erfüllt sind.

Die Ex-post-Kontrolle der Verpflichtungen in Bezug auf Publizität und Sichtbarkeit kann nur innerhalb von fünf Jahren ab dem Zeitpunkt der Auszahlung der Subvention erfolgen.

Art. 36 - Paragraph 1. Für jedes Kalenderjahr führt die Zahlstelle Ex-post-Kontrollen durch, die einen Mindestprozentsatz der Ausgaben für Projekte abdecken, für die kumulativ:

- 1° die Bescheinigung nach Artikel 22 übermittelt wurde;
- 2° die Bedingungen für die Aufrechterhaltung, wie sie in der Bescheinigung nach Artikel 22 festgelegt sind, in Kraft sind.

Für die Anwendung von Absatz 1 legt der Minister den Mindestprozentsatz der Ausgaben fest, die Gegenstand von Ex-post-Kontrollen sind.

§ 2. Um den in Absatz 1 genannten Mindestprozentsatz zu erreichen, wählt die Zahlstelle eine Kontrollstichprobe aus, die Folgendes umfasst:

- 1° eine Zufallskomponente, die dazu dient, eine für die gesamte kontrollierte Population repräsentative Fehlerquote zu ermitteln;
- 2° eine risikobasierte Komponente, mit der die Bereiche ermittelt werden sollen, in denen das Fehlerrisiko in der gesamten geprüften Population am höchsten ist.

Die Zahlstelle wählt die Zufallskomponente aus, bevor sie die risikobasierte Komponente auswählt.

Für die Anwendung der Absätze 1 und 2 legt der Minister auf Vorschlag der Zahlstelle die Anteile der Stichprobe fest, die auf die Zufallskomponente und die risikobasierte Komponente entfallen.

Jedes Jahr bewertet die Zahlstelle die Wirksamkeit der risikobasierten Komponente. Gegebenenfalls aktualisiert die Zahlstelle die risikobasierte Komponente.

§ 3. Zusätzlich zu den Kontrollen gemäß Paragraph 1 kann die Zahlstelle auch eine Ex-post-Kontrolle eines gezielten Projekts vorsehen, die sich auf eine Risikoanalyse stützt, die diese Kontrolle rechtfertigt.

Abschnitt 5 — Sanktionen

Art. 37 - Paragraph 1. Wenn die Förderfähigkeitsbedingungen in Bezug auf den Subventionsantrag, den Antragsteller oder die Maßnahmen, die Gegenstand des Subventionsantrags sind, nicht erfüllt werden, wird die entsprechende Subvention vollständig gestrichen.

Wenn die Frist für die Durchführung der Arbeiten oder den Erwerb überschritten wird, erlischt der Anspruch auf die Subvention, es sei denn, die Zahlstelle beantragt und erhält eine Fristverlängerung.

§ 2. Im Falle der Nichteinhaltung der dem Empfänger auferlegten Verpflichtungen sowie im Falle der Nichtübereinstimmung zwischen den durchgeführten Vorhaben und den zulässigen Vorhaben, wie sie in der Auswahlentscheidung gemäß Artikel 12 Paragraphen 4 und 5 mitgeteilt wurden, wird eine Kürzung des Betrags der Subvention vorgenommen. Die Höhe der Kürzung richtet sich nach der Schwere, dem Umfang, der Dauer und der Wiederholung der festgestellten Nichteinhaltung.

Für die Anwendung von Absatz 1:

- 1° hängt die Schwere des Falles der Nichteinhaltung vom Ausmaß der Folgen ab, die die Nichteinhaltung im Hinblick auf den Zweck der nicht erfüllten Anforderungen mit sich bringt;
- 2° hängt der Umfang des Falles der Nichteinhaltung von seiner Auswirkung auf die gesamte Zuwendung ab;
- 3° hängt das Fortbestehen der Nichteinhaltung davon ab, wie lange die Auswirkungen der Nichteinhaltung andauern und ob die Nichteinhaltung durch die Mobilisierung angemessener Mittel beendet werden kann;
- 4° hängt die Wiederholung der Nichteinhaltung davon ab, ob in den letzten vier Jahren ähnliche Nichteinhaltungsfälle bei demselben Empfänger festgestellt wurden.

Der Minister kann die Kürzungen festlegen, die bei einer Nicht- oder Teilerfüllung der in Absatz 1 genannten Anforderungen anzuwenden sind.

Bei wiederholter oder anhaltender Nichteinhaltung kann die Kürzung der Subvention gemäß den vom Minister festgelegten Bestimmungen erhöht werden.

Werden mehrere Fälle von Nichteinhaltung der Anforderungen für dieselbe Bewirtschaftungseinheit oder dieselbe Parzelle festgestellt, kann der Minister eine Kürzung der Subvention vorsehen, die höher ist als die gemäß den Absätzen 1 bis 3 festgelegte Kürzung.

§ 3 Wird festgestellt, dass der Empfänger zum Zwecke der Gewährung einer Subvention gemäß diesem Erlass falsche Angaben gemacht hat oder fahrlässig die erforderlichen Angaben nicht gemacht hat, wird er für das Kalenderjahr der Feststellung und die verbleibenden Jahre des Programmplanungszeitraums von der Intervention ausgeschlossen. Die Subvention wird ihm ebenfalls verweigert oder entzogen, und zwar in voller Höhe.

Art. 38 - Gemäß Artikel 62 der Verordnung Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 wird eine Subvention verweigert oder vollständig entzogen, wenn der Empfänger die Voraussetzungen für den Erhalt einer Subvention künstlich schafft, was im Widerspruch zu den mit der betreffenden Intervention verfolgten Zielen steht.

Art. 39 - Paragraph 1. Im Rahmen von Ex-post-Kontrollen werden die in diesem Abschnitt vorgesehenen Sanktionen in folgenden Fällen nicht verhängt:

- 1° Die Nichteinhaltung ist auf höhere Gewalt zurückzuführen;
- 2° Die betreffende Person weist mit allen Mitteln nach, dass sie für die Nichterfüllung der ihr obliegenden Verpflichtungen nicht verantwortlich ist, oder die Zahlstelle gelangt auf andere Weise zu der Überzeugung, dass die betreffende Person nicht schuldhaft gehandelt hat.

§ 2. Höhere Gewalt ist der Zahlstelle innerhalb von 15 Arbeitstagen ab dem Tag, an dem der Empfänger oder sein Rechtsnachfolger dazu in der Lage ist, schriftlich mitzuteilen. Die Nachweise höherer Gewalt werden der Benachrichtigung beigelegt.

Die Zahlstelle entscheidet von Fall zu Fall über die Anerkennung des Falles höherer Gewalt anhand der in Absatz 1 genannten Nachweise.

Art. 40 - Die Anwendung der in diesem Erlass vorgesehenen Verwaltungssanktionen, Ablehnungen der Beihilfegewährung und Rücknahmen der Beihilfe erfolgt unbeschadet der Anwendung strafrechtlicher Sanktionen.

Abschnitt 6 — Rückzahlung von zu Unrecht geleisteten Zahlungen

Art. 41 - Wenn Subventionen zu Unrecht gezahlt wurden, nimmt die Zahlstelle eine Verrechnung oder eine Einziehung nach den Modalitäten der Artikel 97 bis 105 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2023 über die Kontrollen, die Verwaltungssanktionen und die Einziehung bei Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik sowie im Rahmen der Cross-Compliance vor.

KAPITEL 5 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 42 - Subventionen für die Wiederherstellung von Standorten und die Stärkung von Ökosystemdienstleistungen sind Beihilfen für Investitionen, die die Widerstandsfähigkeit und den ökologischen Wert von Waldökosystemen verbessern, und Beihilfen für grundlegende Dienstleistungen und Infrastrukturen in ländlichen Gebieten im Sinne der Artikel 44 bzw. 55 der Verordnung Nr. 2022/2472 der Kommission vom 14. Dezember 2022 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Art. 43 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Subventionen, die in den Natura 2000-Gebieten sowie in den Bewerbergebiete des Natura-Netzes und in der ökologischen Hauptstruktur gewährt werden, zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 über die allgemeinen Präventivmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die Natura-2000-Bewerbergebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Subventionen, die in den Natura 2000-Gebieten sowie in den Natura-2000-Bewerbergebieten und in der ökologischen Hauptstruktur gewährt werden, wird ein Artikel 47/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 47/2. Am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 über Subventionen für die Wiederherstellung von Standorten und die Stärkung von Ökosystemleistungen tritt der vorliegende Erlass in Bezug auf die Subventionen für die Wiederherstellung sowie die Pflege von offenen Lebensräumen außer Kraft.”

Art. 44 - Der für Naturschutz zuständige Minister ist für die Umsetzung dieses Erlasses verantwortlich.

Art. 45 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2024 in Kraft.

Namur, den 16. Mai 2024

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203846]

16 MEI 2024. — Besluit van de Waalse regering met betrekking tot de subsidies voor de sanering van sites en de versterking van de ecosysteemdiensten

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2022/1173 van de Commissie van 31 mei 2022 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.243 en D. 249, lid 2, 2^o;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur;

Gelet op het verslag van 31 januari 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 februari 2024;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 23 februari 2024;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 21 maart 2024;

Gelet op het verzoek om advies aan de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het verzoek om advies op 22 april 2024 werd ingeschreven op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 76.213/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, krachtens artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 24.0345 van de beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden", afdeling "Natuur", gegeven op 22 maart 2024;

Op de voordracht van de minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o het aanwijzingsbesluit: besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van een Natura 2000-gebied, aangenomen overeenkomstig artikel 26 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

2^o het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011: het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

3^o het betaalorgaan: het betaalorgaan bedoeld in artikel D.3, 25^o, van het Waals Landbouwwetboek of het orgaan aan hetwelk het een of meerdere van zijn opdrachten overdraagt, overeenkomstig artikel D.256 van het Waals Landbouwwetboek;

4^o de vergunning: de vergunning zoals bedoeld in artikel 1bis, 28^o, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud met inbegrip van de afwijkingen en de vergunningen verleend krachtens de artikelen 5, 28 en 41 van diezelfde wet;

5^o het biologisch potentieel: de waarschijnlijkheid van welslagen van acties voor herstel van de natuurlijke biodiversiteit, op basis van de aanwezigheid op het terrein of in de nabijheid van de elementen of voorwaarden die het welslagen van voornoemde acties mogelijk maken;

6^o de Verordening nr. 2021/2115 van 2 december 2021: de Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

7^o de Verordening nr. 2021/2116 van 2 december 2021: de Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

8^o het gebied van groot biologisch belang of "GGBB": geografische eenheid die een geheel van eenheden van habitats of homogene biotopen omvat die gelegen zijn op minder dan zeshonderd meter van elkaar en die ten minste één zeldzame, bedreigde of beschermde soort huisvest of ten minste één zeldzame, bedreigde of beschermde habitat zoals bedoeld in de artikelen 2, 2bis en 3, § 1 en 2, 3^o, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

9^o de ecologische hoofdstructuur of "EHS": de gecumuleerde oppervlakte van de Natura 2000-gebieden, de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en de gebieden van groot biologisch belang.

Buiten de Natura 2000-gebieden en de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net stelt de minister de ecologische hoofdstructuur vast en werkt hij die periodiek bij om rekening te houden met de nieuwe biologische informatie en de acties voor bescherming en herstel van de actoren op het terrein alsook om de grenzen ervan nader te bepalen.

Afdeling 2. — Doel en toepassingsgebied

Art. 2. Bij toepassing van artikel 73 van Verordening nr. 2021/2115 van 2 december 2021 worden er subsidies toegekend tegen de voorwaarden zoals vastgesteld in het huidige besluit om de sanering van sites en de versterking van de ecosysteemdiensten te financieren.

Art. 3. De subsidie voor het herstel van sites wordt toegekend met het oog op het herstel en het onderhoud van de habitats van communautair belang en de habitats van soorten van communautair belang om hun herstel en behoud mogelijk te maken in een gunstige staat van bewaring.

Art. 4. De subsidie voor de versterking van de ecosysteemdiensten wordt toegekend om het overstromingsrisico te beperken en de insijpeling van water te bevorderen teneinde:

1^o het debiet in natuurlijke of kunstmatige draineersystemen te verminderen, door afvloeiend water te onderscheppen of op te slaan met als doel:

a) waterlopen die werden geartificialiseerd voor de bosbouw te hermeanderen of tijdelijke overstromingsgebieden te creëren, dijken om het water tegen te houden in de hoofdbedding van de waterlopen;

b) bosopstanden op anticipatieve wijze te exploiteren om de ontwikkeling mogelijk te maken van natuurlijke oeverhabitats of habitats die typisch zijn voor vochtige gebieden of de aanplanting van opstanden die aangepast zijn aan dit type gebieden;

c) de oevers te herbebossen waardoor de natuurlijke systemen kunnen worden hersteld om te helpen het debiet van waterlopen te vertragen en water op te slaan;

2^o inrichtingen te installeren die toelaten de erosie en de samendrukking van bodems te beperken in geval van exploitatie, in grotere mate dan opgelegd door wettelijke verplichtingen;

3° het wegnen en de infrastructuur aan te passen aan de geplande inrichtingen om tegemoet te komen aan de vastgestelde doelstellingen.

HOOFDSTUK 2. — *Procedures voor indiening, voor analyse van de subsidiabiliteit en voor selectie van de projecten*

Afdeling 1. — Indiening en ontvankelijkheid van de subsidieaanvraag

Art. 5. De in het huidige besluit bedoelde subsidies worden toegekend in het kader van een periodieke procedure van projectoproep waarvan de minister de modaliteiten en de periodiciteit bepaalt.

Art. 6. Op straffe van onontvankelijkheid moet de subsidieaanvraag voldoen aan onderstaande cumulatieve voorwaarden:

1° ze wordt ingediend in de vorm, binnen de termijnen en volgens de nadere regels zoals bepaald door de minister;

2° ze bevat een beschrijving van de verrichtingen en van de nuttige documenten zoals bepaald door de minister.

Art. 7. Het betaalorgaan geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing betreffende de ontvankelijkheid van de aanvraag met behulp van eender welk middel dat een zekere datum geeft aan de verzending binnen de dertig dagen na afsluiting van de projectoproep.

Afdeling 2. — Subsidiabiliteit van de subsidieaanvragen en selectie van de projecten

Art. 8. De subsidieaanvraag is subsidiabel tegen onderstaande cumulatieve voorwaarden:

1° het project voldoet aan een van de doelstellingen zoals bedoeld in de artikelen 3 en 4;

2° het project heeft betrekking op terreinen op het grondgebied van het Waals Gewest;

3° de verrichtingen die het voorwerp uitmaken van de subsidieaanvraag, worden ten vroegste uitgevoerd op de dag van de kennisgeving van ontvankelijkheid zoals bedoeld in artikel 7;

4° de begunstigde verbindt zich ertoe de verplichtingen in acht te nemen waaraan hij zal worden onderworpen in de selectiebeslissing krachtens artikel 12, § 5, lid 1, 6°;

5° de verrichtingen die het voorwerp uitmaken van de subsidieaanvraag, voldoen aan de toepasselijke Europese en gewestelijke regelgeving;

6° onverminderd het bepaalde in 7° is de aanvrager de eigenaar of de beheerder, natuurlijke persoon of rechtspersoon, van het terrein dat het voorwerp uitmaakt van de subsidieaanvraag;

7° in het geval van een aankoop van terrein zoals bedoeld in artikel 14, § 1, lid 1, 12°, is de aanvrager een publiekrechtelijke rechtspersoon.

Voor de toepassing van lid 1, 6°, moet de beheerder - zo hij niet de eigenaar van het terrein is - beschikken over het akkoord van de eigenaar van het terrein om het project uit te voeren.

Voor de toepassing van lid 1, 7°, moet de aanvrager - indien de aankoop betrekking heeft op een terrein dat het voorwerp uitmaakt van een verhuur voor landbouwdoeleinden - beschikken over het akkoord van de betrokken huurder(s).

Art. 9. Naast de in artikel 8 vastgestelde voorwaarden zijn subsidieaanvragen voor het herstel van sites subsidiabel tegen onderstaande cumulatieve voorwaarden:

1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van de subsidieaanvraag, is gelegen binnen de ecologische hoofdstructuur;

2° het biologisch potentieel van het project krijgt, volledig of gedeeltelijk, een gunstige beoordeling vanwege het betaalorgaan;

3° na uitvoering van rooiwerken en op basis van een wetenschappelijk rapport handelt de aanvrager als volgt:

a) in het kader van werken met het oog op het herstel van open milieus handhaaft hij het open karakter van het grasveld of de heide door uitdunnen van struikgewas, maaien of door de opmaak van een onderhoudsprogramma dat het betaalorgaan goedkeurt;

b) in het kader van werken met het oog op het herstel van bosmilieus bevordert hij de natuurlijke regeneratie of herplant hij inheemse soorten in station, met naleving van het in het Waals Gewest toepasselijk beleid voor bosregeneratie.

Voor de toepassing van lid 1, 2°:

1° kan het biologisch potentieel gebaseerd zijn op:

a) de aanwezigheid van een zelfs beschadigde habitat van communautair belang;

b) de floristische rijkdom van de habitat van communautair belang;

c) de passende ecologische omstandigheden voor onthaal van de habitat;

d) de aanwezigheid in de nabijheid van een kerngebied of een populatie van soorten die de herstelde habitat kunnen koloniseren;

e) de mogelijkheid om onderhoudswerken uit te voeren eens de habitat is hersteld.

2° indien het project de aankoop omvat van een perceel overeenkomstig wat er is bepaald in artikel 14, § 1, lid 1, 12°, wordt het biologisch potentieel enkel beoordeeld op de oppervlakten die effectief het voorwerp uitmaken van herstelmaatregelen.

Art. 10. Naast de in artikel 8 vastgestelde voorwaarden zijn subsidieaanvragen voor de versterking van de ecosysteemdiensten subsidiabel tegen onderstaande cumulatieve voorwaarden:

1° indien het project betrekking heeft op een woud, wordt er van het perceel dat het voorwerp uitmaakt van de subsidieaanvraag een plan van bosaanleg of een eenvoudig beheerplan opgesteld;

2° het project wordt in de toepassing van de rivieractieprogramma's geïdentificeerd door een geïntegreerde en gesectoriseerde benadering voor elk Waals deelstroomgebied (PARIS) zoals aangenomen krachtens de artikelen D.33/3 tot D.33/6 van het Waterwetboek.

Lid 1, 1°, is niet van toepassing indien het betrokken perceel eigendom is van een privé-eigenaar die minder dan vijf hectare woud bezit.

Art. 11. In het kader van de analyse van de subsidiabiliteit van de aanvraag kan het betaalorgaan de aanvrager verzoeken om bijkomende documenten of informatie te verstrekken.

Het verzoek bedoeld in lid 1 schort de termijn voor verwerking van het dossier op.

Op straffe van niet-subsidiabiliteit van de subsidieaanvraag verstrekt de aanvrager de bijkomende informatie binnen een termijn van tien werkdagen vanaf de ontvangst van het verzoek om bijkomende documentatie of informatie te verstrekken.

Art. 12. § 1. Na afloop van de analyse van de ontvankelijkheid en de subsidiabiliteit van de subsidieaanvragen in overeenstemming met de artikelen 6 tot 11, beoordeelt het betaalorgaan de projecten die in het kader van de projectoproep zijn ingediend op basis van hun verenigbaarheid, op het ogenblik van indiening van de subsidieaanvraag, met de selectiecriteria.

Er wordt een weging toegekend aan elk selectie criterium.

Voor de toepassing van deze paragraaf stelt de minister de selectiecriteria en hun weging vast.

§ 2. In het kader van de analyse van de verenigbaarheid van de projecten ten aanzien van de selectiecriteria, kan het betaalorgaan de aanvrager verzoeken om bijkomende documenten of informatie te verstrekken.

De aanvraag bedoeld in lid 1 schort de termijn voor verwerking van het dossier op.

Op straffe van afwijzing van de subsidieaanvraag verstrekt de aanvrager de bijkomende informatie binnen tien werkdagen vanaf de ontvangst van het verzoek.

§ 3. Volgend op de analyse van de ingediende projecten wordt er een rangschikking opgemaakt in functie van het totale aantal punten dat aan elk project is toegekend.

§ 4. Binnen een termijn van negentig dagen vanaf de afsluiting van de projectoproep analyseert het selectiecomité van het strategisch GLB-plan de rangschikking en keurt het die desgevallend goed. Zo het comité vaststelt dat de rangschikking een duidelijke fout bevat, wijzigt het de rangschikking.

De goedkeuring van de rangschikking houdt rekening met het budget dat is toegewezen voor de periode van de betrokken projectoproep.

Om te worden geselecteerd moet elk project een door de minister bepaald minimum aantal punten behalen.

Indien meerdere projecten een gelijk aantal punten behalen, wordt er met de datum van indiening van de subsidieaanvraag rekening gehouden om de volgorde van de rangschikking te bepalen. Een project dat vroeger werd ingediend, krijgt voorrang op een project dat later werd ingediend.

Voor de toepassing van deze paragraaf is het gedelegeerd orgaan van het betaalorgaan de inspecteur-generaal van het departement Natuur en Bossen.

§ 5. De krachtens paragraaf 4 genomen beslissing bepaalt voor elk in aanmerking genomen project:

1° het type en de beschrijving van de toegelaten verrichtingen en de motivering van de niet-toegelaten verrichtingen;

2° het totale bedrag van de subsidiabele kosten van het project dat de begunstigde zal uitvoeren en, desgevallend, de motivering van de niet-subsidiabele kosten;

3° het voorlopig bedrag van de steun en de motivering van dit bedrag;

4° de uiterste datum voor uitvoering van het project;

5° de uiterste datum voor verzending van het laatste verzoek tot betaling;

6° de verplichtingen waaraan de begunstigden onderworpen zijn, met inbegrip van de eisen met betrekking tot het behoud van de te herstellen terreinen.

Voor de toepassing van lid 1, 6°, bepaalt de minister, in functie van verschillende types werken, de minimale duur tijdens dewelke de eisen met betrekking tot het behoud van de te herstellen terreinen van kracht zijn.

Art. 13. Binnen een termijn van één week vanaf de aanname van de selectiebeslissing brengt het betaalorgaan de aanvragers op de hoogte van zijn beslissing wat betreft de subsidiabiliteit en de selectie van de projecten met behulp van eender welk middel dat aan de verzending een zekere datum geeft.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidiabele kosten en uitvoering van de geselecteerde projecten*

Art. 14. § 1. De subsidies voor het herstel van sites of voor de versterking van de ecosysteemdiensten hebben betrekking op een of meerdere van de volgende verrichtingen:

1° het plaatsen van afsluitingen;

2° de installatie van schuilhokken voor het vee dat zorgt voor begrazing voor onderhoud, met maximaal één schuilhok per vijf hectare herstelde milieus;

3° ontbossen en uitdunnen van struikgewas;

4° vullen van draineerbuizen;

5° wortelsnoeien, schoonhouden van de omtrek en frezen;

6° onderhoud van open milieus;

7° aanplanten van inheemse loofboomsoorten in station;

8° creëren en schoonmaken van poelen;

9° aankoop en installatie van materieel voor bewustmaking voor de bescherming van de herstelde habitats;

10° eender welke andere verrichting bestemd voor het herstel of het onderhoud van sites;

11° inrichtingen aanbrengen of verrichtingen uitvoeren bestemd ter versterking van de ecosysteemdiensten;

12° aankoop van terreinen in combinatie met een project voor herstel of versterking van de ecosysteemdiensten.

Voor de toepassing van lid 1, 12°, is de aankoop van grond die eigendom is van een publiekrechtelijke rechtspersoon niet subsidiabel. Het huidige lid is niet van toepassing op aankopen van grond door het Waals Gewest.

§ 2. De subsidies voor het herstel van sites of voor de versterking van de ecosysteemdiensten dekken de gemaakte reële kosten die inherent zijn aan de verrichtingen zoals bedoeld in paragraaf 1.

Indien uit de informatie in het bezit van het betaalorgaan blijkt dat de kosten die de aanvrager heeft opgegeven voor een in zijn subsidieaanvraag opgenomen verrichting duidelijk hoger zijn dan de marktprijzen, kan het betaalorgaan het bedrag van de subsidie voor deze verrichting aanpassen om het in overeenstemming te brengen met de door het betaalorgaan vastgestelde marktprijzen.

§ 3. De subsidies voor het herstel van sites of voor de versterking van de ecosysteemdiensten kunnen de reële kosten dekken die zijn gemaakt voor immateriële prestaties die inherent zijn aan de verrichtingen zoals bedoeld in paragraaf 1 alsook de kosten die verbonden zijn met de haalbaarheidsstudies, de milieueffectenbeoordeling en het verkrijgen van de vergunningen binnen een limiet van 15

van het totale bedrag van de subsidie.

§ 4. De subsidies dekken honderd procent van de gemaakte reële kosten zoals bedoeld in de paragrafen 2 en 3.

Bij afwijking van lid 1 is het bedrag van de subsidie gelijk aan vijftig procent van de gemaakte reële kosten voor de aankopen van terreinen door andere publiekrechtelijke rechtspersonen dan het Waals Gewest.

Bij afwijking van lid 1 is het bedrag van de subsidie beperkt tot veertig procent van de gemaakte reële kosten voor de bouw van schuilhokken voor het vee zoals bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 2°.

§ 5. Wat betreft de aankoop van grond dekt de subsidie niet de volgende elementen:

1° de belasting over de toegevoegde waarde, afgekort tot btw, wanneer de begunstigde van de subsidie het Waals Gewest is of eender welke andere btw-plichtige openbare begunstigde;

2° de registratierechten.

Art. 15. § 1. Voor de toepassing van artikel 14, § 1, lid 1, 12°, moet elk terrein:

1° garanties bieden van definitieve bestemming voor natuurbehoud of voor versterking van ecosysteemdiensten;

2° eigendom blijven van de begunstigde voor een duur die ten minste gelijk is aan de duur van het behoud van het terrein onder de voorwaarden zoals vastgesteld in de selectiebeslissing, krachtens artikel 12, § 5, lid 1, 6°.

§ 2. Het voor de aankoop van terreinen toegewezen bedrag vertegenwoordigt maximaal 90 van het totale bedrag van de subsidiabele kosten van het project.

De algemene kosten in verband met de aankoop van grond zijn beperkt tot maximaal 15 van het totale bedrag van de subsidiabele kosten in verband met de aankoop van de grond.

Art. 16. De verrichtingen die het voorwerp uitmaken van de subsidie, worden uitgevoerd binnen een termijn van twee jaar vanaf de datum van kennisgeving van de selectiebeslissing, behoudens door het betaalorgaan toegestane afwijking.

Art. 17. Na uitvoering van de verrichtingen die het voorwerp uitmaken van de subsidie, behoudt de begunstigde het terrein onder de voorwaarden en voor de periode zoals bepaald in de selectiebeslissing krachtens artikel 12, § 5, lid 1, 6°.

Bij afwijking van lid 1 kan de begunstigde of de door deze laatste gemachtigde beheerder, wanneer een voorwaarde bedoeld in artikel 12, § 5, lid 1, 6°, betrekking heeft op de verplichting om de open milieus te behouden, door het betaalorgaan worden vrijgesteld, voor het betrokken begrotingsjaar, van de verplichting inzake behoud van het open milieu, en dit tegen onderstaande cumulatieve voorwaarden:

1° de begunstigde of de door deze laatste gemachtigde beheerder vraagt een subsidie voor het onderhoud van de percelen;

2° de subsidie kan hem niet worden toegekend voor het lopende jaar wegens:

a) ofwel een tekort aan budget;

b) ofwel omdat de steunmaatregel werd geschrapt;

c) ofwel omdat de subsidie niet langer toegankelijk is voor de begunstigde of de door deze laatste gemachtigde beheerder.

HOOFDSTUK 4. — *Betalingen, overdrachten, controle en invordering van onterecht betaalde bedragen*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 18. De directeur-generaal van de administratie bedoeld in artikel D.3, 3°, van het Waals Landbouwwetboek of de ambtenaar die hem vervangt, is bevoegd om de uitgaven met betrekking tot de in dit besluit bedoelde subsidies vast te leggen, goed te keuren en betaalbaar te stellen.

Het betaalorgaan betaalt de subsidies, vordert de onterecht betaalde bedragen in, legt de boetes op en beheert de beroepen.

Afdeling 2. — Betaling

Art. 19. § 1. Wanneer een project is gerealiseerd, dient de begunstigde een verzoek tot betaling in volgens de vormen en nadere regels die de minister bepaalt.

Voor een project dat bestaat uit meerdere verrichtingen, kunnen er verschillende betalingsverzoeken worden ingediend naargelang de voortgang van het project.

Het betalingsverzoek vermeldt het bedrag dat overeenstemt met de steun of een deel van de steun zoals bedoeld in de selectiebeslissing. Het verzoek wordt gemotiveerd:

1° ofwel door de betaalde facturen indien de werken worden uitgevoerd door een aannemer;

2° ofwel door een schuldvordering indien de werken worden uitgevoerd door de aanvrager zelf.

§ 2. Bij afwijking van paragraaf 1 kan een begunstigde een geldvoorschot vragen voor projecten die nog niet zijn uitgevoerd. Het verzoek wordt gemotiveerd door een schuldvordering waarbij de kennisgeving van de selectiebeslissing wordt gevoegd. Het bedrag van het voorschot is maximaal gelijk aan 30 van het totale bedrag van de steun zoals bepaald in de selectiebeslissing.

Art. 20. Het betaalorgaan berekent het bedrag van de subsidie die krachtens het huidige besluit mag worden toegekend op basis van alle nuttige gegevens waarover het beschikt, met inbegrip van:

1° de gegevens die voorkomen in de subsidieaanvraag en in het verzoek tot betaling;

2° voor de projecten die gelegen zijn in Natura 2000-gebied, het besluit tot aanwijzing van de site, het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

3° de administratieve gegevens afkomstig van het Département de la Nature et des Forêts (departement natuur en bossen) van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

4° de gegevens afkomstig van de administratieve controles en van de controles ter plaatse.

Art. 21. Het betalingsverzoek zoals bedoeld in artikel 19, § 1, wordt vereffend na uitvoering van de administratieve controles en van de controles ter plaatse.

Indien de uitvoering van handelingen of werkzaamheden een vergunning of een verklaring vereist, wordt het betalingsverzoek enkel vereffend indien de aanvrager voorafgaandelijk deze vergunning heeft verkregen of zijn verklaring heeft betekend.

De geldvoorschotten bedoeld in artikel 19, § 2, worden uitsluitend vereffend op de gewestelijke begroting.

Art. 22. Wanneer alle verrichtingen van het project zijn uitgevoerd en de overeenstemmende betalingsverzoeken zijn vereffend, betekent het betaalorgaan aan de begunstigde een attest met de volgende gegevens:

1° de gedetailleerde berekening van het bedrag van de vereffende steun;

2° de in acht te nemen verplichtingen na afloop van het herstel, zoals gedefinieerd krachtens artikel 12, § 5, lid 1, 6°;

3° de in acht te nemen verplichtingen inzake bekendheid en zichtbaarheid zoals bedoeld in artikel 6 van Verordening nr. 2022/129 van de Commissie van 21 december 2021 tot vaststelling van regels voor interventietypes voor oliehoudende zaden, katoen en bijproducten van de wijnbereiding krachtens Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad en voor de vereisten inzake informatie, bekendheid en zichtbaarheid aangaande steun van de Unie en de strategische GLB-plannen;

4° desgevallend, indien de bij het project betrokken percelen in Natura 2000-gebied gelegen zijn, de beheerseenheid of -eenheden waarin het of de herstelde percelen in kaart zal (zullen) worden gebracht.

Art. 23. De ingediende betalingsverzoeken die recht geven op vereffening, worden uitgevoerd totdat de beschikbare begrotingsmiddelen zijn opgebruikt.

Afdeling 3. — Overdrachten

Art. 24. Voor de aanvragen en toekenningen van subsidies heeft een overdracht uitwerking vanaf één januari van het jaar dat volgt op de bedoelde overdracht.

Art. 25. § 1. Wanneer de aanvrager of de begunstigde van een subsidie aan een derde een recht van bezetter onder levenden overdraagt, tijdelijk of definitief, voor het geheel of een deel van een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verbintenis die in het kader van het huidige besluit is aangegaan, brengt de overdrager - via een formulier dat het betaalorgaan ter beschikking stelt en met eender welk middel dat een zekere datum geeft aan de verzending krachtens de artikelen D.15 en D.16 van het Waals Landbouwwetboek - de verkrijger van de vastleggingen die betrekking hebben op het perceel dat het voorwerp uitmaakt van de overdracht daarvan op de hoogte ten laatste binnen de drie maanden vanaf de overdracht.

§ 2. Binnen de maand die volgt op deze kennisgeving aan de verkrijger versturen de overdrager en de verkrijger aan het betaalorgaan, met eender welk middel dat een zekere datum geeft krachtens de artikelen D.15 en D.16 van het Waals Landbouwwetboek, het formulier zoals bedoeld in paragraaf 1, medeondertekend door de verkrijger en waarin wordt bepaald dat deze laatste de verbintenissen overneemt.

Bij gebreke van verzending van het formulier zoals bedoeld in lid 1, blijft de overdrager gebonden door de verbintenissen die hij is aangegaan.

§ 3. Behoudens voorafgaande afwijking toegestaan door het betaalorgaan schikken de verkrijgers zich naar de verplichtingen in verband met het aanwijzingsbesluit en de verbintenis aangegaan krachtens het huidige besluit, tot hun einddatum.

Art. 26. In geval van overlijden van de aanvrager of de begunstigde van een subsidie brengen zijn erfgenamen of legatarissen het betaalorgaan daarvan op de hoogte binnen de drie maanden volgend op het overlijden door het formulier toe te sturen zoals bedoeld in artikel 25, § 1, met eender welk middel dat toelaat een zekere datum te geven krachtens de artikelen D.15 en D.16 van het Waals Landbouwwetboek.

De erfgenamen of legatarissen schikken zich naar de verplichtingen in verband met het aanwijzingsbesluit en de verbintenis aangegaan door de persoon van wie de nalatenschap is geopend, krachtens het huidige besluit, tot hun einddatum.

Afdeling 4. — Controle

Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle controles

Art. 27. § 1. De begunstigde of zijn vertegenwoordiger machtigt de bevoegde ambtenaren en personeelsleden om zijn eigendom te betreden om de correcte uitvoering van de krachtens het huidige besluit genomen maatregelen te controleren.

De begunstigde of zijn vertegenwoordiger verleent zijn medewerking en bijstand voor de goede uitvoering van de krachtens het huidige besluit verrichte controles.

§ 2. Elke weigering van controle door een begunstigde of elke opzettelijke handeling die de controle in het gedrang brengt, heeft van rechtswege als gevolg dat de steun wordt verlaagd of ingetrokken, behoudens overmacht.

§ 3. Wanneer een controle een geval van niet-naleving aan het licht brengt en het betaalorgaan vraagt om bewijsstukken over te leggen, verstrekt de begunstigde de betrokken documenten binnen een termijn van vijftien kalenderdagen volgend op het verzoek vanwege het betaalorgaan. Bij gebreke daarvan wordt de vaststelling van niet-naleving gehandhaafd.

Art. 28. Het betaalorgaan controleert de naleving van de subsidiabiliteitsvoorwaarden en van elke verplichting en houdt rekening met de vermoedelijke gevallen van niet-naleving die andere instellingen melden.

Art. 29. Het betaalorgaan maakt gebruik van de bewijsstukken die afkomstig zijn van andere instellingen om de in artikel 28 bedoelde elementen te controleren.

Onderafdeling 2. — Administratieve controles

Art. 30. Het betaalorgaan controleert de in de subsidieaanvragen en de betalingsverzoeken vermelde gegevens evenals de bewijsstukken. De administratieve controles hebben betrekking op alle elementen die kunnen en moeten worden gecontroleerd.

Bij de administratieve controle van de subsidieaanvraag controleert het betaalorgaan ten minste:

1° de ontvankelijkheid van de subsidieaanvraag;

2° de subsidiabiliteit van de aanvrager en van de subsidieaanvraag;

3° de inachtneming van de gekozen selectiecriteria bij de evaluatie van het project in het kader van de selectieprocedure;

4° de subsidiabiliteit van de verrichtingen die het voorwerp uitmaken van de subsidieaanvraag;

5° de subsidiabiliteit van de vermoedelijke kosten en hun redelijke aard.

Bij de administratieve controle van het betalingsverzoek controleert het betaalorgaan ten minste:

1° de overeenstemming tussen de uitgevoerde verrichtingen en de verrichtingen die worden toegestaan in de selectiebeslissing zoals bedoeld in artikel 12, § 4;

2° de inachtneming van de verplichtingen zoals vastgesteld in de selectiebeslissing krachtens artikel 12, § 5, lid 1, 6°;

3° de inachtneming van de uitvoeringstermijn van het project zoals bepaald in artikel 16;

4° de bewijsstukken met betrekking tot de gemaakte reële kosten, ingediend overeenkomstig artikel 19, § 1, lid 3;

5° de overeenstemming van de documenten zoals vereist krachtens artikel 21, lid 2;

6° het ontbreken van dubbele financiering door andere steunregelingen van het Gewest of de Gemeenschap.

Onderafdeling 3. Controles ter plaatse

Art. 31. § 1. Het betaalorgaan voorziet in een controle ter plaatse voor alle betalingsverzoeken die worden ingediend overeenkomstig artikel 19.

§ 2. De controles ter plaatse worden uitgevoerd vóór de vereffening van het betalingsverzoek.

§ 3. Bij de controle ter plaatse controleert het betaalorgaan ten minste:

1° de juistheid van de gegevens zoals opgegeven in de subsidieaanvraag en het betalingsverzoek alsook in de bewijsstukken;

2° de effectieve en functionele uitvoering van de verrichtingen die het voorwerp uitmaken van de subsidieaanvraag;

3° de overeenstemming tussen de uitgevoerde verrichtingen en de verrichtingen die worden toegestaan in de selectiebeslissing;

4° de inachtneming van de verplichtingen zoals vastgesteld in de selectiebeslissing krachtens artikel 12, § 5, lid 1, 6°.

Art. 32. De controles ter plaatse krijgen de vorm van fysieke verificaties op het terrein.

Art. 33. § 1. De controles ter plaatse worden onverwachts uitgevoerd.

De uitvoering van een controle ter plaatse kan van tevoren uit beleefdheid worden aangekondigd voor zover dit geen impact heeft op het doel of de doeltreffendheid van de controle. De aankondiging uit beleefdheid van de controle wordt strikt beperkt tot de vereiste minimale duur en mag niet meer dan drie werkdagen bedragen.

§ 2. Bij afwijking van paragraaf 1 mogen de controles ter plaatse worden voorafgegaan door een voorafgaande aankondiging van de uitvoering van een controle van meer dan drie werkdagen op voorwaarde dat deze voorafgaande aankondiging naar behoren met redenen wordt omkleed.

Art. 34. § 1. Van elke controle ter plaatse door het betaalorgaan wordt een controleverslag opgesteld van de verificaties die worden verricht krachtens artikel 31, § 3.

§ 2. Het controleverslag bevat de volgende gegevens:

1° het betalingsverzoek dat het voorwerp uitmaakt van de controle ter plaatse;

2° de bij de controle ter plaatse aanwezige personen;

3° desgevallend, de kennisgeving aan de begunstigde van de uitvoering van een controle ter plaatse door het versturen van een voorafgaande kennisgeving overeenkomstig artikel 33, § 2, evenals de duur en de motivering van de voorafgaande kennisgeving;

4° de resultaten van de controle ter plaatse en de eventuele vaststellingen in verband met de controle;

5° de bewijselementen die toelaten het bewijs te leveren van de resultaten van de controle ter plaatse;

6° in voorkomend geval, de opmerkingen van de begunstigde die kunnen worden meegedeeld na afloop van de controle ter plaatse door het versturen van een formulier overeenkomstig paragraaf 3, lid 2.

Het controleverslag wordt gevalideerd door een medewerker van het betaalorgaan.

§ 3. Een kopie van het controleverslag wordt opgestuurd naar de begunstigde.

De begunstigde kan opmerkingen met betrekking tot het controleverslag formuleren binnen een termijn van vijfenveertig werkdagen vanaf de ontvangst ervan door het betwistingsformulier toe te sturen dat aan het verslag wordt gehecht.

De opmerkingen met betrekking tot het controleverslag vormen geen administratief beroep.

§ 4. De begunstigde kan administratief beroep instellen tegen eender welke beslissing die wordt genomen op basis van een controleverslag dat een geval van niet-naleving vaststelt, overeenkomstig artikel D.257 van het Waals Landbouwwetboek.

Onderafdeling 4. — Controle ex post

Art. 35. § 1. Het betaalorgaan verifieert ter gelegenheid van de controle ex post de inachtneming van de voorwaarden die zijn vastgesteld in het attest krachtens artikel 22, lid 1, 2° en 3°.

De controle ex post van de verplichtingen inzake bekendheid en zichtbaarheid kan enkel worden uitgevoerd tijdens de periode van vijf jaar die volgt op de vereffening van de subsidie.

Art. 36. § 1. Voor elk kalenderjaar voert het betaalorgaan controles ex post uit die betrekking hebben op een minimumpercentage van de uitgaven in verband met de projecten waarvoor, op cumulatieve wijze:

1° het attest bedoeld in artikel 22 werd betekend;

2° voorwaarden van behoud zoals vastgesteld in het attest bedoeld in artikel 22 van kracht zijn.

Voor de toepassing van lid 1 stelt de minister het minimumpercentage vast van de uitgaven die het voorwerp uitmaken van controles ex post.

§ 2. Om het minimumpercentage te bereiken zoals bedoeld in paragraaf 1 selecteert het betaalorgaan een controlesteekproef die omvat wat volgt:

1° een willekeurige component, bestemd om een foutpercentage te verkrijgen dat representatief is voor de volledige gecontroleerde populatie;

2° een component gebaseerd op de risico's, bestemd om de domeinen te identificeren waar het foutrisico het hoogst is voor de volledige gecontroleerde populatie.

Het betaalorgaan selecteert de willekeurige component alvorens de risicogebaseerde component te selecteren.

Voor de toepassing van lid 1 en lid 2 stelt de minister, op voorstel van het betaalorgaan, de verhoudingen van de steekproef vast die worden gewijd aan respectievelijk de willekeurige en de risicogebaseerde component.

Elk jaar evalueert het betaalorgaan de doeltreffendheid van de risicogebaseerde component. Desgevallend actualiseert het betaalorgaan de risicogebaseerde component.

§ 3. Ter aanvulling van de controles bedoeld in paragraaf 1 kan het betaalorgaan ook voorzien in een controle ex post die gebaseerd is op een risicoanalyse, ter rechtvaardiging van deze controle, van een welbepaald project.

Afdeling 5. — Sancties

Art. 37. § 1. Wanneer de subsidiabiliteitsvoorwaarden met betrekking tot de subsidieaanvraag, de aanvrager of de verrichtingen die het voorwerp uitmaken van de subsidieaanvraag niet in acht worden genomen, wordt de overeenstemmende steun volledig geschrapt.

In geval van overschrijding van de termijn voor uitvoering van de werken of voor aankoop, dooft het recht op de subsidie uit, tenzij een verlenging van termijn wordt gevraagd en verkregen van het betaalorgaan.

§ 2. In geval van niet-naleving van de verplichtingen die aan de begunstigde worden opgelegd alsook in geval van niet-overeenstemming tussen de uitgevoerde verrichtingen en de toegelaten verrichtingen zoals betekend in de selectiebeslissing bedoeld in artikel 12, § 4 en 5, wordt het subsidiebedrag verlaagd. Het bedrag van de vermindering wordt vastgesteld in functie van de ernst, de omvang, het aanhouden en de herhaling van het vastgestelde geval van niet-naleving.

Voor de toepassing van lid 1 geldt wat volgt:

1° de ernst van het geval van niet-naleving is afhankelijk van de omvang van de gevolgen van de niet-naleving ten aanzien van het doel van de vereisten die niet in acht zijn genomen;

2° de omvang van het geval van niet-naleving is afhankelijk van de impact ervan op het geheel van de subsidie;

3° het aanhouden van het geval van niet-naleving is afhankelijk van de periode waarin de gevolgen van de niet-naleving blijven bestaan en van de mogelijkheid om er een einde aan te stellen door de inzet van redelijke middelen;

4° de herhaling van het geval van niet-naleving is afhankelijk van de vaststelling, tijdens de laatste vier jaar, van soortgelijke gevallen van niet-naleving bij eenzelfde begunstigde.

De minister kan bepalen welke verlagingen moeten worden toegepast voor een geval van niet-naleving of gedeeltelijke naleving van de vereisten zoals bepaald in lid 1.

Indien het geval van niet-naleving zich opnieuw voordoet of aanhoudt, kan de subsidie nog verder worden verlaagd overeenkomstig de door de minister vastgestelde bepalingen.

Indien meerdere gevallen van niet-naleving van de vereisten worden vastgesteld voor eenzelfde beheerseenheid of eenzelfde perceel, kan de minister voorzien in een grotere verlaging van de subsidie dan de verlaging die wordt vastgesteld krachtens lid 1 tot lid 3.

§ 3. Wanneer wordt vastgesteld dat de begunstigde valse bewijzen heeft geleverd om een subsidie te verkrijgen krachtens het huidige besluit of door nalatigheid de noodzakelijke informatie niet heeft verstrekt, wordt hij uitgesloten van de interventie tijdens het kalenderjaar van de vaststelling en voor de resterende jaren van de programmatieperiode. Bovendien wordt de volledige subsidie hem geweigerd of ingetrokken.

Art. 38. Overeenkomstig artikel 62 van Verordening nr. 2021/2116 van 2 december 2021 wordt elke subsidie volledig geweigerd of ingetrokken ten aanzien van de begunstigten die op kunstmatige wijze de voorwaarden creëren die vereist zijn om steun te verkrijgen, in tegenspraak met de doelstellingen van de betrokken interventie.

Art. 39. § 1. In het kader van de controles ex post worden de in de huidige afdeling bedoelde sancties niet opgelegd in onderstaande gevallen:

1° de niet-naleving is het gevolg van een geval van overmacht;

2° de betrokken persoon toont met eender welk bewijsmiddel aan dat de niet-naleving van de verplichtingen die op hem wegen niet aan hem toerekenbaar is of het betaalorgaan wordt er op een andere manier van overtuigd dat de betrokkene geen fout heeft begaan.

§ 2. De gevallen van overmacht worden schriftelijk aan het betaalorgaan betekend binnen een termijn van vijftien werkdagen vanaf de dag waarop de begunstigde, of zijn rechthebbende, in staat is om dat te doen. De bewijselementen die toelaten het bewijs te leveren van de gevallen van overmacht, worden bij de kennisgeving gevoegd.

Het betaalorgaan beslist geval per geval over de erkenning van het geval van overmacht op basis van de bewijselementen bedoeld in lid 1.

Art. 40. De toepassing van de administratieve sancties, de weigeringen van toekenning en de intrekkingen van steun zoals bedoeld in het huidige besluit gebeuren onverminderd de toepassing van strafrechtelijke sancties.

Afdeling 6. — Terugvordering wegens onverschuldigde betaling

Art. 41. Indien subsidies onterecht zijn uitbetaald, gaat het betaalorgaan over tot schuldvergelijking of terugvordering volgens de modaliteiten vastgesteld in de artikelen 97 tot 105 van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2023 betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit.

HOOFDSTUK 5. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 42. De subsidies voor het herstel van sites en de versterking van de ecosysteemdiensten vormen investeringssteun ter verbetering van de veerkracht en de milieuwaaarde van de bosecosystemen en steun voor de basisdiensten en de infrastructuur in landbouwgebieden in de betekenis van de artikelen 44 en 55, respectievelijk, van Verordening nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 43. In het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, wordt een artikel 47/2 ingevoegd dat als volgt luidt:

“Art. 47/2. Op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2024 betreffende de subsidies voor het herstel van sites en de versterking van de ecosysteemdiensten houdt het huidige besluit op uitwerking te hebben wat betreft de subsidies voor het herstel en het onderhoud van open milieus.”

Art. 44. De minister bevoegd voor het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 45. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2024.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:
De minister-president,
E. DI RUPO

De minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203845]

6 JUIIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement du 14 décembre 2023 affectant un budget global en faveur de la SPAQuE pour la mise en œuvre du Projet 122 du Plan de Relance de la Wallonie - Accélération de la réhabilitation des anciennes décharges les plus problématiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, l'article 198;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.236;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Énergie en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 chargeant la SPAQuE de procéder à la remise en état du site de l'ancienne décharge de Limoy à Namur, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 dans laquelle il définit les missions spécifiques de la SPAQE;

Vu le contrat de gestion conclu entre le Gouvernement wallon et la SPAQE le 22 mai 2019;